ÉCHANGES

N° 129 — Eté 2009 — 3 euros

bulletin du réseau

« Échanges et mouvement »

QUESTIONS sans réponses : partout un même refus, mais quel débouché ?, p. 3 ◈

France. La loi sur la représentativité et l'indépendance des **SYNDICATS**, p. 6 ◈

ROYAUME-UNI. Les travailleurs de Lindsey restent combatifs, p. 13 ◆ **MOYEN-ORIENT.** Une guerre classique : l'opération « Plomb durci » contre Gaza, p. 18 ◈ Deux poids, deux mesures : les malheurs de l'**INTERNATIONALISME**, p. 21

Dans les publications : p. 23

LA CRISE économique : Que faire ?, p. 26 ◈ Dans les publications, p. 33

CORRESPONDANCE. La galère des intérimaires, p. 35 ◈ A propos du refus du travail et du sabotage, p. 35

Les mouvements ouvriers et la mobilité du capital (« Violences du travail. Les **LUTTES OUVRIERES** et la mondialisation depuis 1870 »), p. 41 ◈ Dans les publications : théorie, histoire, organisations..., p. 51

NOTES DE LECTURE. « Résistances au travail », Ouvrage collectif coordonné par Stephen Bouquin, p. 59 ◈ « Gare au travail. Malaise à la SNCF », de Dominique Decèze, p. 59 ◈ « Ceux d'en bas », de Mariano Azuela, p. 60

VU. « Katanga Business », p. 63

Publications disponibles à « Echanges », p. 64

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »
pour abonnement, informations et correspondance :
echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet :
http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ : 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e ☎ : 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25

à Rennes

Alphagraph, 5 rue de l'Echange
☎ 02 99 79 74 20

au Canada

La Sociale CDL, Case postale 266
succ. C. – Montréal, Québec
Canada H2L 4K1
lasociale_bis@yahoo.fr

DERNIÈRE PARUTION

S'appuyant sur leur expérience de militants,de nombreux témoignages de travailleurs et des analyses de sociologues, philosophes et historiens du travail, Martin Glaberman et Seymour Faber décrivent la résistance quotidienne de la classe ouvrière en Amérique du Nord, et notamment dans les usines automobiles de Detroit.

Sans occulter sexisme ou racisme (« Le travailleur en guerre contre lui-même»), ils dépeignent les comportements des ouvriers, sous l'angle du rapport capital-travail.

La traduction publiée en feuilleton dans *Echanges* a été révisée.

Editions Acratie, 164 p., 17 euros. Prix spécial abonnés d'Echanges : 10 euros.

Un blog sur les luttes :
http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2008/01/02/index.html

QUESTIONS SANS RÉPONSES

En Argentine, en France, en Corée, en Iran, en Lettonie...des mouvements importants apparaissent, sans que ceux qui ont le pouvoir de paralyser le système capitaliste – les exploités – n'agissent. Tous semblent réunis dans un refus des médiations politiques, exprimé dans des attitudes plutôt que dans des actes directs, comme si chacun pensait sans le dire, que ce système a fait son temps et qu'autre chose doit venir...

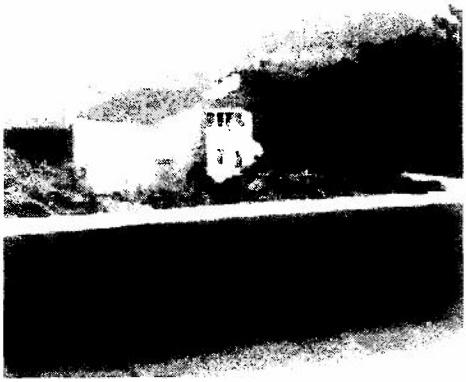
En Argentine, en décembre 2001, les mesures drastiques prises pour résoudre la faillite de l'Etat et de tout le système économique déclenchent un double mouvement : la radicalisation d'un mouvement des chômeurs préexistants – les piqueteros – avec des méthodes de lutte radicales et une révolte des classes moyennes touchées par les mesures financières. Les deux mouvements s'unissent dans des manifestations violentes spontanées, notamment dans la capitale, mais leur répression dans le sang les divise à nouveau avec d'un côté des assemblées de quartier et de l'autre les barrages et actions de récupération des piqueteros.

Aucun de ces mouvements concernant des couches bien définies de la population

ne s'étendra à d'autres milieux sociaux et, notamment, pas à l'ensemble du prolétariat actif : où ils disparaîtront ou ils se trouveront réintégrés dans le système, qui n'a pas été ébranlé dans ses fondements.

En France, l'automne 2005 a vu une violente révolte dans les banlieues, ghettos sociaux des grandes villes d'une bonne partie du pays. Elle était partie d'un fait ponctuel, la mort de deux jeunes dans une ville de la banlieue parisienne, mort mettant en cause directement la répression policière quotidienne. Cette révolte s'est prolongée dans le temps et géographiquement, mais elle ne s'est pas étendue à d'autres milieux sociaux. Le printemps 2006 a vu, sous une forme beaucoup moins violente mais de bien plus grande ampleur par le nombre, une autre révolte de toute une partie des jeunes, lycéens et étudiants essentiellement, contre un article d'un texte de loi légalisant la précarité dans l'entrée dans « la vie active » (le Contrat première embauche –CPE). Après une succession d'imposantes manifestations, le mouvement s'est éteint brusquement, après que le pouvoir politique eut cédé sur ce seul article. Ce mouvement concernant l'ensemble des jeunes n'a pas gagné d'autres milieux sociaux – pas les jeunes des cités, et encore moins l'ensemble du prolétariat actif.

En mai et juin 2008, la Corée du Sud a vu se développer un large mouvement de contestation qui a réuni chaque jour, et souvent toute la nuit, dans les rues de Séoul et d'autres grandes villes, jusqu'à plus de 100 000 manifestants. Le prétexte de ces rassemblements (la levée de l'interdiction d'importation de viande américaine) semblait bien mince, mais ils revêtaient un caractère de spontanéité, d'auto-organisation, de festivité. On ne peut que rapprocher la manière dont se sont développés et répétés ces élans populaires avec la description d'un manifestant de Buenos-Aires en 2001 : « Les gens allaient, venaient, les cortèges se recyclaient, les avenues se vidaient puis se remplissaient à nouveau d'hommes, de femmes, de familles avec leurs chiens. C'était quelque chose d'impressionnant parce que totalement spontané... » Même la répression dut prendre d'autres formes que l'affrontement brutal. Mais, là non plus, le vent de révolte ne gagna pas l'ensemble du prolétariat actif et ne se transforma pas en une contestation plus radicale, encore moins en une construction d'un autre système social, alors que les pratiques semblaient ouvrir un chemin.



Cette photo de Mimmo Pucciarelli et celle de la page 3 sont publiées sur son blog « Ma Croix-Rousse (alternative) » www.atelierdecreationlibertaire.com/croix-rousse-alternative/bombages-serie-5/

Début décembre 2008, le meurtre par la police d'un jeune lycéen fut l'étincelle qui provoqua en Grèce une explosion de manifestations, d'occupations et d'attaques contre tout ce qui pouvait symboliser ou concrétiser la domination du capital. Ce

fut, pour l'essentiel, un mouvement de jeunes de tous milieux sociaux dont les échos s'étendirent bien au-delà de la Grèce. Mais, pas tant sous l'effet de la répression que sous celui de ses propres limites, la révolte devint peu à peu l'action de groupes marginaux et cessa d'être le mouvement contestataire de masse qu'il avait été à l'origine. Là aussi, ce destin était lié au fait que les « forces vives » du prolétariat actif n'étaient pas (ou bien peu) intervenues dans les affrontements avec l'ordre social. Pourtant, parallèlement, d'innombrables discussions avaient tenté de « faire bouger » le prolétariat et de brosser un aperçu de ce que pourrait être une autre société.

Qui s'est vraiment soulevé en Iran pour participer à ces immenses manifestations, et pas seulement dans la capitale Téhéran ? Fraude électorale et règlements internes autour des clans au pouvoir ? Ou, plus obscurément, l'espoir de faire exploser la chape de plomb que fait peser sur tous un régime théocratique garant d'un mélange capitaliste d'Etat, d'un secteur privé peu évolué et d'une petite bourgeoisie du négoce. Après quelque hésitation, le clan actuellement au pouvoir a éteint cette explosion dans le sang. Mais malgré quelques timides appels, aucune solidarité n'est venue des forces vives d'un important prolétariat, pourtant lui aussi victime d'une répression quotidienne dans l'exploitation. Etait-ce le fait que les manifestants appartenaient à une autre classe sociale et que leur révolte n'était pas celle des travailleurs ?

Nous pourrions multiplier ces exemples : dans la période récente, de telles explosions de révoltes ont pu prendre différentes formes en fonction de leur cause, depuis les émeutes de la faim lors de l'envolée des prix des produits alimentaires et des carburants au début de 2008 dans les pays du tiers-monde, à celles plus récentes contre les mesures d'austérité prises pour endiguer les conséquences de la crise économique et financière (Islande, Lettonie, etc.), contre des opérations politiques douteuses de semi-dictatures (Thaïlande...). Mais là aussi, bien que souvent la véritable cause de ces mouvement eût été une situation sociale difficile à supporter pour l'ensemble de la population mais plus encore par le prolétariat, aucun mouvement social touchant les forces vives du capital n'est venu leur apporter l'élément déterminant lui permettant de s'imposer.

Ce n'est pourtant pas faute de théories, de programmes, de partis, de leaders autoproclamés. Ceux du passé comme ceux qui tentent des dépassements pour répondre à une situation insaisissable. D'un côté, on voit des mouvements importants qui prennent des caractères spécifiques mais dont l'imprécision autorise certaines manipulations. De l'autre, ceux qui pourraient par leur action paralyser tout le système capitaliste et qui disposent de ce pouvoir– les exploités – ne semblent pas concernés par ces contestations. Et tous réunis dans une sorte de refus de toute médiation politique, plus exprimé dans les faits et les attitudes que dans des actes directs de lutte, comme si tout un chacun pensait sans le dire expressément , que ce système a fait son temps et qu'autre chose doit venir.

Mais quoi ?

Une question sans réponse pour le moment.

H. S.

LA LOI SUR LA REPRÉSENTATIVITÉ SYNDICALE ET L'INDÉPENDANCE DES SYNDICATS

Le texte d'août 2008 vise à « simplifier le paysage » en éliminant les petites confédérations

DES LORS que le syndicalisme fut reconnu par la loi – par le patronat et l'Etat –, son indépendance devint menacée et le syndicalisme révolutionnaire – de Fernand Pelloutier à Pierre Monatte – suspendu à la corde de la social-démocratie. C'est dès le début du XXe siècle que le syndicalisme révolutionnaire commencera à décliner. Depuis, les grands thèmes qui animèrent ce syndicalisme, comme l'abolition du salariat et du patronat, n'avaient plus de réalité concrète : après la dernière guerre mondiale, ils y figuraient encore comme une pièce de musée pour finalement disparaître.

La situation depuis 1945

En 1945, à la sortie de la guerre, le redressement du capital en France supposait une collaboration étroite des organismes d'encadrement des travailleurs dotés de pouvoirs, de reconnaissance légale et d'avantages divers. Cette légalisation et l'attribution de fonctions de représentation et de gestion bien définies dans l'entreprise capitaliste étaient basées sur la notion de représentativité, c'est-à-dire d'une reconnaissance légale par l'Etat et le patronat. Celle-ci n'était pas automatique mais dépendait de critères (fixés par une circulaire du 28 mai 1945, puis une loi du 23 décembre 1946, et réaffirmés dans la loi de 1950 sur la représentativité : effectifs, indépendance financière, expérience et ancienneté du syndicat, attitude patriotique sous l'Occupation) et de leur examen par une commission. Avec le temps, avec l'évolution des politiques, des techniques de production, des catégories et des hiérarchies professionnelles, d'autres confédérations sont venues s'ajouter au couple d'origine (CGT [Confédération générale du travail, créée en 1895] et CFTC [Confédération française des travailleurs chrétiens, créée en 1919) et ont fait que cinq syndicats sont aujourd'hui « reconnus » nationalement (1).

Cette reconnaissance leur donnait à eux seuls le droit de présenter des candidats au premier tour de toutes les élections professionnelles et les dirigeants d'entreprise ne pouvaient s'y opposer. Tous les échelons des organisations syndicales, depuis la section d'entreprise jusqu'aux fédérations de branche, bénéficiaient de cette représentativité de leur confédération.

Depuis, malgré un semblant de régénération après les événements de Mai 1968, notamment de la CFDT (scission de la

(1) CGT, CFTC, CGT-FO [CGT-Force ouvrière, créée en 1947-1948], CFDT [Confédération française démocratique du travail, créée en 1964], CGC [Confédération générale des cadres, créé en 1944, reconnue « représentative » en 1966].

CFTC), ce syndicalisme « représentatif » s'est de plus en plus transformé en son contraire, un accompagnateur zélé du capitalisme et aujourd'hui un organe de répression du salariat. Cette évolution a entraîné, autour du concept de lutte de classe, des oppositions au sein de ces confédérations qui ont conduit à des scissions et à la formation de nouveaux syndicats : ceux-ci ont eu bien des difficultés à se faire « reconnaître » que ce soit au niveau d'une entreprise, à celui de la branche ou celui de l'Etat. Mais leur présence n'a pas été sans poser des problèmes dans les secteurs où ils ont fini par contester la place des autres confédérations.

Il y a eû des tentatives de restreindre leur place et de limiter globalement la contestation syndicale dans les entreprises, contestation motivée à la fois par la lourdeur du système (notamment lors de la concentration d'entreprises) et par la pression sur les coûts de production. Il fallait à tout prix « réformer » un système devenu obsolète et simplifier tout l'ensemble du système gérant les relations capital-travail.

La représentativité, en droit syndical français, n'est pas indépendante de mesures visant à déployer la main-d'œuvre plus librement à l'échelle de l'Union européenne et à simplifier les représentativités syndicales à cet échelon via la Centrale européenne syndicale (CES), qui est la confédération européenne de syndicats apparemment concurrents au niveau national.

Il fallait donc procéder par étape à un changement radical de la donne syndicale en France, liquider les cadres syndicaux et sociaux élaborés en 1936 (Front populaire, accords Matignon), en 1945 (programme du Conseil national de la résistance) et en mai 1968 (accords de Grenelle). Il fallait minimiser, voire faire disparaître toute structure orientée vers la revendication, car il n'est plus question de revendiquer.

Ce syndicalisme qui se veut aujourd'hui « rassemblé », cette union subite des frères ennemis d'hier, ne vise pas à augmenter le rapport de forces en faveur du salariat, mais au contraire à l'estomper. Il s'agit de se rapprocher du système anglo-saxon de syndicat unique (voir encadré page 8). Bien entendu, il ne s'agit pas d'une quelconque avancée sociale, mais de réduire voire d'éliminer ce qui fut la bible des relations sociales au cours des trente glorieuses.

Les réformes successives et le bouquet final de la représentativité : l'élimination des « petits » syndicats

Les élections des délégués du personnel, plus enclins à l'agitation que les délégués aux comités d'entreprises, plutôt tour-

Le syndicat unique à l'anglo-saxonne

Aux Etats-Unis, le National Labor Relations Act de 1935 autorise un seul syndicat, qui doit emporter 50 % des suffrages des salariés, à représenter les travailleurs d'une entreprise dans la négociation d'un contrat collectif et le règlement des conflits.

Au Royaume-Uni, des dispositions similaires n'ont été introduites qu'en juillet 1999 ; en vertu de l'« Employment Relations Act », la reconnaissance syndicale dans une entreprise peut résulter soit d'un vote des travailleurs en faveur d'un seul syndicat, soit d'un accord direct passé avec l'entreprise sans consultation des travailleurs. Là aussi, seul le syndicat « reconnu » est autorisé à intervenir dans les relations de travail.

Dans ces deux pays, en l'absence de « reconnaissance », l'entreprise peut fixer unilatéralement les conditions d'exploitation, et c'est le rapport de forces qui détermine le niveau de ces conditions.

nés vers la gestion, n'intéressent plus le capital .

La première frappe de l'Etat concerna l'organisation annuelle de ces élections de délégués du personnel ; une loi les regroupa avec celles du comité d'entreprise ayant lieu tous les deux ans. La bureaucratie syndicale, les partisans de l'indépendance syndicale , et même le syndicalisme de base, n'y trouvèrent rien à redire. Encouragé par une telle attitude, le patronat décida de passer à l'étape suivante, en prévoyant que dorénavant les élections auraient lieu tous les quatre ans (sauf accord d'entreprise ou de branche dérogatoire). Là encore, on vit le même aplatissement silencieux ; pas un syndicat même de base n'a protesté, les planques syndicales étant garanties pour quatre années.

Seulement l'Etat et le patronat avaient leur petite idée en tête : celle de faire sauter le système de représentation syndicale en vigueur depuis l'après-guerre (l'alliance PCF-gaullistes de gestion de l'Etat de 1944 à 1947). Ils pouvaient, avec l'émergence de nouveaux syndicats comme l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), l'Union syndicale Solidaires (SUD), ou la Fédération syndicale unitaire (FSU), habilement jouer sur les contradictions entre les différentes organisations, et se présenter comme arbitres entre le syndicalisme traditionnel « représentatif » de 1945 et les nouveaux venus.

Avec les nouvelles mesures concernant la représentativité, il s'agit « de moderniser le dialogue social » , de « dépoussiérer les relations de travail ». Suite à un accord conclu le 9 avril 2008 entre les confédérations patronales et trois confédérations ouvrières « représentatives », une loi du 20 août 2008 a profondément modifé le système des représentations syndicales.

Outre la modification sensible des critères (sept sont retenus, dont le respect des valeurs républicaines, l'indépendance, la transparence financière, l'ancienneté de deux ans, l'audience, l'influence et les effectifs), le morceau essentiel dispose que sont représentatives au niveau de l'entreprise les organisations syndicales qui ont recueilli 10 % des suffrages exprimés (donc quel que soit le niveau d'abstention) aux élections du comité d'entreprise ou de délégués du personnel, et 8 % au niveau des branches professionnelles.

Ce seront le ou les seuls syndicats qui seront habilités à discuter avec les patrons et l'accord qu'il(s) pourrai(en)t conclure

sera valable s'il réunit 30 % des soutiens syndicaux « reconnus » et s'il ne rencontre pas dans l'entreprise une opposition de 50 % des mêmes syndicats « reconnus ».

Ce seuil de 10 % va provoquer un véritable maquignonnage, déjà perceptible lors des fusions-acquisition où l'entreprise dominante, par le truchement du patronat, pouvait imposer aussi comme négociateur le syndicat maison. Ce n'est plus la lutte de classe qui réglait la force de ces instances représentatives des salariés mais la lutte des places, et on assistait à des coups fourrés accompagnés de répression, venus tant de la bureaucratie syndicale que du patronat, ce dernier profitant de la situation pour « choisir » ses délégués. Avec ce seuil de 10 %, nous allons assister à des chassés-croisés pour les postes, dépassant tous les clivages idéologiques. Pour pallier la chute libre des éliminés, il est prévu dans la loi un statut bâtard de « représentant de section syndicale » qui devra pendant deux années faire preuve de son existence pour pouvoir tenter à nouveau sa chance.

A la SNCF, des difficultés imprévues

La SNCF est la première grande entreprise à expérimenter la nouvelle loi sur la représentativité syndicale.

Pour conserver sa place dans la représentation syndicale, le syndicat des conducteurs (Fédération générale autonome des agents de conduite, FGAAC) est passé à la CFDT, plutôt qu'à l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes), sauvant ainsi la CFDT du désastre de la non-représentativité. « Des fiançailles au mariage. 10 % pour exister, 30 % pour signer un accord, 50 % pour s'opposer » : c'est le slogan de la nouvelle force issue de l'accord passé entre la CFDT et la FGAAC et qui a abouti à ce que le syndicat autonome demande son affiliation à la CFDT. Le mariage n'est pas un mariage d'intérêt mais a été préparé de longue date sur des bases solides. Sur le site Internet de la confédération, le secrétaire général de la CFDT-Cheminots, Arnaud Morvan, explique : « On a travaillé ensemble sur plusieurs dossiers, comme sur celui des retraites, où l'action commune a permis de préserver le régime spécial des cheminots, et plus récemment sur le dossier fret, où l'entreprise voulait passer en force en faisant circuler les trains durant sept heures et demie sans arrêt, avec toutes les conséquences que cela a pour les conducteurs. » Après ces fiançailles, la CFDT et la FGAAC sont passées à une nouvelle étape, en jetant les bases d'un accord pour les élections professionnellesdu 26 mars : « Pas une alliance de façade, mais bien une alliance de syndicats, pour aller plus loin ! » (extrait du site CFDT Pas-de-Calais).

Les délégués du personnel

Les délégués du personnel, depuis la loi du 16 avril 1946, étaient élus tous les ans. En 1982, les lois Auroux vont porter à deux ans la durée du mandat des délégués. La loi du 2 août 2005 permet de fixer par un accord de branche, un accord de groupe ou un accord d'entreprise, la durée des mandats des représentants du personnel à un comité d'entreprise (ou d'établissement) ou d'une délégation de personnel (articles L. 433-12 et L. 423-16 du code du travail), entre deux et quatre ans.

Puis l'accord signé le 12 octobre 2005 avec les cinq organisations syndicales nationalement représentatives fixe la durée de ces mandats à trois ans.

Le résultat des élections de mars paraît confirmer dans la pratique le but de la loi : CGT (39,3 %), UNSA (18,05 %), SUD Rail (17,67 %), CFDT-FGAC (11,59 %), FO-CFE-CGC (8 %), CFTC (5,4 %). Cela signifie qu'au niveau national, à la SNCF, seuls quatre syndicats seront représentatifs. Pour les deux autres, ce n'est pas seulement le droit de participer aux négociations qui est en cause, mais la perte de bureaux, de permanents, de crédits d'heures de délégations et autres avantages, et pratiquement, à terme, leur élimination. Cependant, on peut penser que le résultat recherché n'a été que partiellement atteint puisque le jeu qui consistait à privilégier la CGT et la CFDT comme premiers syndicats représentatifs à la SNCF est troublé par la présence de l'UNSA et de SUD (2).

Une situation similaire s'est produite à France Telecom lors des élections du 22 janvier 2009, où trois syndicats (CFE-CGC, UNSA et CFTC) ont été éliminés. A la RATP, la direction a accepté le report des élections d'un an pour satisfaire les principaux syndicats et permettre les maquignonnages pour préserver les places : aux élections précédentes, deux syndicats sur neuf atteignaient les 10 % fatidiques.

Le contre-exemple d'Air France : une brèche dans la loi

Un conflit récent est venu troubler ce qui se voulait une avancée « unitaire » concoctée par les deux syndicats CGT et CFDT qui depuis des années mènent une politique commune visant à évincer la concurrence syndicale.

Il est évident que la loi pouvant donner la prééminence à des syndicats généraux non seulement défavorise des catégories spécifiques au sein même de ces syndicats, mais aussi conduit à éliminer des syndicats catégoriels concernant des effectifs qui, inférieurs aux 10 % de l'ensemble des salariés de l'entreprise, n'arriveront jamais à atteindre le seuil des 10 % des suffrages exigés pour avoir une existence légale. C'est le problème qui s'est posé pour le syndicat des pilotes de lignes d'Air France (4 000 sur 75 000 salariés). Même si le syndicat regroupait 100 % des pilotes de la compagnie (il obtient aux élections environ 80 % des votes), il n'atteindrait jamais 10 % de l'ensemble. Cette situation a fait que ce syndicat a menacé de faire grève chaque week-end de la période de vacances si, par dérogation, il n'obtenait pas la représentativité. Ce qui lui fut presque immédiatement accordé. Ce qui a entraîné immédiatement la même revendication des hôtesses et stewards, pour qui la réponse fut négative – mais l'affaire est encore suspendue à un rapport de forces éventuel.

Bien sûr, cette « reconnaissance » sous la contrainte de la grève a soulevé l'indi-

(2) « Les suites de la "représentativité" à la SNCF », document émanant de Sud Rail, montre comment de concert avec la CGT, la direction de la SNCF applique avec zèle la loi d'août 2008 (copie à Echanges).

gnation des deux « grands », CGT et CFDT, qui voient ainsi remise en cause leur construction péniblement édifiée.

On ne voit pas pourquoi d'autres catégories professionnelles minoritaires dans une entreprise ou une branche, disposant d'un pouvoir de nuisance, ne pourraient pas revendiquer – et obtenir de semblables dérogations, ruinant ainsi toute l'économie de la loi. Toutes les industries comportent leurs spécialistes...

Le casse-tête des petites entreprises et des entreprises qui n'ont pas de syndicat

La faible implantation des syndicats en France n'est plus à démontrer (globalement à peine 7 % de la population active). Sous l'ancien régime de la représentativité, tout syndicat, même ultra-minoritaire dans une entreprise et indépendamment de tout résultat électoral, pouvait signer un accord d'entreprise ou de branche qui pouvait s'appliquer aux travailleurs concernés. Cette situation avait été tempérée récemment par des possibilités d'opposition des syndicats majoritaires dans l'entreprise ou la profession. Le nouveau texte reprend ces dispositions qui deviennent l'accessoire du seuil des 10 % pour la représentativité en vue de la négociation des accords.

Mais un autre problème se pose, du fait de l'élimination des syndicats qui ne réunissent pas ces 10 % : il peut arriver qu'aucun syndicat « représentatif » ne soit là pour « légaliser » un accord quelconque tout comme l'inexistence de syndicat dans l'entreprise peut faire qu'aucun accord n'ait de base légale. Ceci alors qu'il est impératif, d'après la loi, que de tels accords soient conclus sur le temps de travail et sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Dans beaucoup de petites entreprises ou d'entreprises moyennes, même l'obligation d'avoir des délégués du personnel (plus de 10 travailleurs) ou un comité d'entreprise (plus de 50 salariés) n'est pas toujours respectée – ou bien, s'il y a des élections, au second tour des non-syndiqués peuvent se présenter et être élus, ce qui ne les rend nullement « représentatifs » puisque seuls des membres d'un syndicat peuvent devenir « représentatifs ». Personne alors ne peut signer des accords, qui donc cessent d'être légaux.

Quand la lutte de classe s'en mêle

Dans un entretien avec le *Financial Times* du 10 novembre 2008, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT et un des artisans de l'accord paritaire sur la représentativité devenu loi, pouvait déclarer à propos de ce nouveau texte : « Nous sommes en train de redonner le pouvoir aux travailleurs », ajoutant que « cela permettrait aux syndicats non représentatifs de conclure des accords avec les employeurs ». Il ne croyait pas si bien dire, même s'il ne parlait que pour atténuer une autre affirmation, selon laquelle « cela simplifierait le paysage syndical car les syndicats devraient travailler ensemble pour parvenir à des accords » et « les employeurs ne pourraient plus signer des accords avec des syndicats minoritaires » – ce qui était effectivement le but de la réforme qui, toujours d'après Chérèque, pourrait mettre dix ans à produire tous ses effets.

Ce n'est pas notre propos d'analyser ici en quoi l'évolution des méthodes de production, des nouvelles techniques, du capital en général ont conduit à faire éclater un système qui, avec les conventions collectives de branche (pouvant faire l'objet

d'extensions applicables à l'ensemble des salariés), donnait un grand pouvoir aux bureaucraties syndicales. Mais il est de fait que la disparition de ce cadre général d'assujettissement des travailleurs a déplacé ce cadre au niveau de chaque entreprise.

Le centre de gravité dans la fixation des conditions d'exploitation du travail s'est déplacé, renforçant le rôle des échelons de base des syndicats (et favorisant l'essor d'oppositions) et affaiblissant le rôle des bureaucraties fédérales et confédérales. D'une certaine façon, et c'est ce que souligne Chérèque, la réforme tend précisément à « légaliser » ce nouveau pouvoir des sections de base, tout en lui imposant de telles conditions qu'elle aboutit en fait à favoriser l'implantation des « grands » syndicats – en contraignant les « petits » à s'associer entre eux ou à rejoindre les « grands ».

Des conflits récents ont montré que ces calculs risquent d'être pris dans des situations autrement plus complexes, à cause de la crise qui fait ressortir la contradiction de base entre les « gestionnaires » syndicaux et les luttes radicales (auxquelles participent souvent certains échelons de base des syndicats).

Dans l'une des usines Dunlop d'Amiens, suite aux conflits de 2008 qui avaient vu toute une section locale CGT exclue par la Confédération, les élections au comité d'entreprise du 19 février ont balayé les syndicats anciennement « représentatifs » au profit de l'UNSA (51 % des voix) et de SUD, deux syndicats non représentatifs autrefois et qui peuvent le devenir dans l'entreprise.

Dans le conflit de Caterpillar à Grenoble, en mars, provoqué par un plan de 733 suppressions d'emplois, le mouvement de lutte organisé autour d'assemblées générales, un comité de grève et l'intervention forte de non-syndiqués a plus ou moins échappé au contrôle syndical. Les élus au comité d'entreprise, y compris ceux de la CGT, ont fini par conclure un accord avec la direction, qui a été ensuite désavoué par les délégués syndicaux, y compris ceux de la CGT. Lors des débats qui ont conduit à cet accord, le délégué CGT le plus actif a été exclu des négociations.

Est-ce que, comme l'exprime un analyste universitaire, on assiste actuellement à « la décomposition avancée des syndicats » ? Difficile de le dire, mais ce qui est certain c'est que la réforme que nous venons d'évoquer trouve beaucoup d'épines sur son chemin. Elle tend d'une part à « simplifier le paysage syndical », au profit du management et d'une diminution des coûts de production, et d'autre part à renforcer les « grands » syndicats en éliminant les « petits » et en leur redonnant en même temps un plus grand contrôle sur la base. Mais la tempête qui secoue le monde capitaliste et d'abord le monde du travail risque de remettre totalement en cause ces visées, car la lutte de classe, qui tend à devenir plus radicale à la mesure des enjeux, ne se soucie guère des cadres légaux et risque de balayer les réformes les mieux ficelées – ce que n'est pas ce compromis laborieusement acquis.

G. B. et H. S

LES TRAVAILLEURS DE TOTAL À LINDSEY RESTENT COMBATIFS

En juin, une nouvelle grève sauvage chez les sous-traitants du pétrolier s'est, elle aussi, étendue à d'autres chantiers

« Pour moi et pour les 900 autres, les dés sont jetés. Je n'ai jamais encore fait grève de ma vie. Total doit comprendre que les chiens sont lâchés »
(un ouvrier sur le site de Lindsey)

La grève sauvage de travailleurs contractuels employés par des sous-traitants sur des chantiers de centrales électriques au Royaume-Uni a fait grand bruit, en février, en raison de certaines connotations nationalistes et xénophobes ; nous avions souligné, dans le n° 128 d'*Echanges* (p 16), qu'au-delà de cet aspect cette lutte avait signé un événement important pour la lutte de classe dans le Royaume-Uni : le retour des grèves sauvages et de grèves de solidarité de grande ampleur, que la législation conservatrice des années 1990 élaborée par Margaret Thatcher, et préservée par les gouvernements Labour, avait cherché à éliminer.

La grève sauvage qui vient de se dérouler dans la deuxième quinzaine de juin présente les mêmes caractères. Le fait qu'elle ait éclaté sur le même site de Total à Lindsey et se soit étendue dans les mêmes chantiers qu'en février confirme cette tendance d'une libération de la camisole de force que la législation prétendait imposer aux luttes. Avant d'aborder cette dernière lutte, il nous paraît nécessaire de rappeler brièvement les contraintes législatives s'opposant à toute initiative de base dans le conflit capital-travail.

La grève n'est légale que si elle a été précédée d'un vote majoritaire par correspondance à bulletins secrets organisé par un syndicat sur une revendication précise concernant uniquement les conditions de travail des seuls salariés liés par contrat à une entreprise juridiquement définie (ce qui exclut toute grève à caractère politique ou toute grève de solidarité). Toute action découlant de ce vote majoritaire ne peut être lancée que pour une revendication définie et seulement dans un délai de six semaines après le vote en question. Les piquets de grève qui peuvent être établis au cours de cette action sont limités à six travailleurs et ne peuvent concerner que l'entreprise considérée : tout piquet « secondaire » qui pourrait être établi ailleurs pour soutenir ou étendre la grève est interdit. Une grève qui ne respecterait pas strictement cet arsenal de conditions est illégale car il est interdit, sous peine de sanctions sévères, à un syndicat de la patronner et de la soutenir même « officieusement ». Les sanctions pour le syndicat qui se placerait dans l'illégalité peuvent aller

jusqu'à la confiscation de tous ses biens, ce qui n'est pas de pure forme car une telle confiscation a été prononcée à plusieurs reprises. En fait, aujourd'hui, aucun syndicat ne se risque à soutenir une grève sauvage, encore moins à organiser une grève « illégale ».

Le théâtre d'origine de la présente grève sauvage est donc de nouveau la raffinerie Total de Lindsey (Lincolnshire) (Lindsey Oil Refinery, LOR), et la grève va s'étendre vers les autres sites en réparation ou construction des raffineries et des centrales électriques.

Le point qui mérite d'être souligné est que tous ces mouvements touchent d'une part le secteur privé (alors que la plupart des luttes concernaient le secteur public ou parapublic) et d'autre part le secteur crucial de l'énergie – au point que certains ont pu parler de coupures possibles d'alimentation électrique (une réminiscence des jours sombres de 1973 où l'Angleterre s'était trouvée sans chauffage, sans trains et contrainte à trois jours de travail par semaine) (1).

Vague de grèves

Au moment où éclate ce nouveau conflit, la Grande-Bretagne connaît depuis des mois une récurrence de grèves notamment dans les transports, les services municipaux et les postes ; la crise a aussi aggravé les difficultés de beaucoup des « assistés » (2). Une vague de grèves dans ce secteur clé de l'énergie pourrait entraîner une crise sociale beaucoup plus grave. C'est la raison pour laquelle le porte-parole du gouvernement, tout en affirmant que cette nouvelle grève de Lindsey est une affaire pri-

(1) Voir *Lutte de classe autonome en Grande-Bretagne, 1945-1977*, de Cajo Brendel, éd. Echanges et Mouvement.

(2) Le chômage au Royaume-Uni a été masqué pendant longtemps par la mise en invalidité plus que libérale de chômeurs par centaines de milliers. Aujourd'hui la crise et le manque de moyens financiers contraignent le gouvernement à promouvoir la « mise au travail » de ces « invalides ».

vée « entre la compagnie et les travailleurs », ajoute que le premier ministre « espère que cette situation sera résolue aussi rapidement que possible ».

Ces propos sont assortis d'une observation lourde de menace mais sonnant aussi comme un aveu d'impuissance, selon laquelle « la position du gouvernement est que les grèves sauvages et les manifestations ne sont jamais la bonne réponse aux problèmes de relations sociales »

Sur le site de Lindsey, neuf entreprises sous-traitantes œuvrent pour la construction d'une unité d'hydrodésulphurisation du pétrole de la raffinerie Total. Cette multinationale a déjà, lors de la grève de février, souligné le retard pris dans cette construction (plus de six mois aujourd'hui) et que des commentateurs financiers avait attribué à l'impossibilité d'imposer aux prolétaires britanniques une productivité « normale » (3). Total en rajoutera cette fois-ci en soulignant la « performance excessivement médiocre » et la « faible productivité » des travailleurs sur le site.

La fin de la grève de février n'avait pas atténué la combativité sur le site de Lindsey. Le 6 mai, 30 travailleurs du site s'étaient mis en grève, semble-t-il pour la même question de l'emploi de travailleurs non britanniques qui avait été au cœur de la grève de février. En mai encore, une grève similaire avait éclaté sur le site de Milford Haven et avait commencé à faire aussi boule de neige (4).

Il est possible que les sous-traitants tout comme Total aient voulu reprendre le dessus suite à la capitulation de février et risquer ainsi l'épreuve de force. Il est difficile de dire si le moment était bien ou mal choisi : les deux syndicats GMB et Unite impliqués dans la représentation des 30 000 métallos de la construction de ces unités industrielles organisaient alors un vote dans l'éventualité d'une grève sur les salaires et la sécurité d'emploi ; dans les préparatifs de ce vote, ils se heurtaient à un refus de coopération, de la part des entreprises concernées comme du syndicat patronal de ce secteur.

Il est difficile de démêler l'origine du conflit tant du côté patronal que du côté ouvrier. La position patronale peut sembler dans la logique du monde des affaires : le sous-traitant Shaw terminant son programme de travaux trouve normal de licencier 51 (5) des travailleurs qu'il a employés jusqu'alors sur le chantier. Cela alors qu'au même moment un autre sous-traitant auquel est confiée une autre tâche embauche pour les travaux qu'il a sous-traité : il n'a, en principe, aucune obligation d'embaucher les travailleurs licenciés par l'autre sous-traitant. Mais l'ensemble des travailleurs de la sous-traitance voient les choses différemment, au nom de conventions qui semblent plus coutumières qu'écrites (il est question dans les récits de la grève d'un « Blue Book » qui comporterait de tels engagements) et que leur

---

(3) *Financial Times*, 7 février 2009.

(4) Sur le site de construction d'une usine de liquéfaction de gaz naturel de South Hook (Pays de Galles) un accord (Supplementary Project Agreement) stipulait qu'aucun travailleur étranger ne pouvait être embauché sur le site tant que des travailleurs britanniques pouvaient être recrutés pour le même emploi qualifié. Prétextant un manque de candidats britanniques, un sous-traitant Hertel amène sur le site 40 travailleurs polonais. Immédiatement, le 20 mai, 200 travailleurs débraient y compris les 40 nouveaux. La grève s'étend sur 16 autres sites voisins et même jusqu'à Lindsey. Le 21 mai, la firme renonce à cette nouvelle embauche et la grève cesse après un vote.

(5) Suivant les sources les chiffres de ces premiers licenciés varient de 51 à 65.

respect dépende autant du rapport de forces que du bon vouloir patronal : s'il y a de l'embauche sur le chantier, les licenciés auraient une priorité d'embauche chez les autres sous-traitants.

Une telle promesse aurait été réitérée lors du règlement de la grève de février 2009. Il semblait aussi entendu qu'aucun licenciement n'aurait lieu tant que des ouvriers étrangers travailleraient sur le site.Tout le conflit va porter au départ sur le non-respect de cette « convention ». Au-delà de ce non-respect, il est impossible de ne pas voir dans l'enchaînement de ce qui va suivre un prétexte pour tenter de mettre au pas des travailleurs dans une complicité tacite tant des sous-traitants que de Total.

Les 51 licenciements sont annoncés le jeudi 11 juin 2009. Presque dans l'instant 600 contractuels du chantier de construction salariés de différents sous-traitants débraient et installent des piquets. 50 d'abord qui seraient plus de 300 le soir même, plus de 600 le lendemain, rejoints par des centaines d'ouvriers d'une raffinerie voisine (Conoco Philips) avec lesquels ils barrent la route interdisant toute circulation notamment des camions-citernes. Toute tentative de conciliation par le biais de l'instance officielle ACAS (6) se heurte à l'intransigeance tant des sous-traitants que de Total : le vendredi 19 juin, tous ceux qui se sont mis en grève par solidarité sont licenciés – 647 reçoivent une lettre de licenciement précisant qu'ils pourront être réembauchés le lundi 22 juin au cas par cas, dans l'intention évidente de « faire le tri ». A ce moment 1 200 travailleurs (sur 1 550 au total sur le site de la raffinerie, permanents et temporaires) sont en grève. « Virés par des patrons cupides. Pas de travail au rabais. Rejoins la grève. Partage du travail », affirment les pancartes fabriquées à la hâte sur l'entrée bloquée du site. Les lettres de licenciement sont brûlées de façon spectaculaire à la porte de la centrale.

C'est alors que, suivant le même schéma de propagation qu'en février, la grève s'étend sur tous les autres sites des raffineries et centrales électriques. Le message envoyé par les grévistes de Lindsey est clair : « Cometh the hour, cometh the man (7). Si tu veux soutenir tes frères dans tout le pays, merci. Si tu n'es pas prêt à le faire, sache que la prochaine fois ce pourrait être toi. Tu dois te battre dès maintenant. » Le lundi 22 juin, 17 sites sont ainsi touchés par la grève dans toute la Grande-Bretagne (8) ; il est aisé de deviner les raisons de la rapidité de l'extension de la grève sauvage de solidarité indépendamment d'une similarité de situation : des piquets volants ont essaimé dans les sites proches (c'est tout aussi interdit que les piquets de masse) (9), l'utilisation des portables et du réseau (pré-

(6) Advisory Conciliation and Arbitration Service (ACAS), organisme officiel de médiation créé par les conservateurs lors des grandes réformes du droit de grève pour tenter de régler « pacifiquement » les conflits sociaux.

(7) Sorte de proverbe anglais remontant au XIVe siècle et que l'on retrouve au XIXe dans différentes œuvres littéraires dont celle de Walter Scott, et qui peut se traduire par « l'opportunité fait l'homme » ou « l'occasion fait le larron ». A l'origine, le proverbe aurait été « cometh the hour, cometh the thief »

(8) Les principaux sites touchés sont les centrales de Sellafield (centrale atomique, Cumbria, 900 grévistes), Fiddlers Ferry (Cheshire) (450 en grève), Ratcliffe et Staythorpe (Nottinghamshire) (450 en grève), Didcot (Oxfordshire) (360 en grève), Aberthaw (300 en grève) et South Hook (Pays de Galles sud) (600 en grève), Drax, Feerybridge et Eggborough (Yorkshire) (600 en grève), la raffinerie BP de Hull, 1 000 grévistes à Wilton Teeside (usine de biocarburant en construction).

(9) Par exemple, 200 travailleurs installent un piquet de grève à l'entrée de la centrale électrique Eggborough dans le Yorkshire.

existant en partie) qui s'était constitué lors de la grève de février.

La raison d'Etat, devant cette extension et la menace d'un conflit social de grande ampleur, fait mettre au pas Total et ses sous-traitants qui finissent par accepter la médiation d'ACAS, d'autant plus facile que les syndicats GMB et Unite, arguant qu'il s'agit non d'une grève sauvage mais d'un lock-out, soutiennent maintenant la grève en se sachant bien protégés par le rapport de forces créé, malgré leurs réticences du début, par l'action des travailleurs.

Rapidement un accord est conclu : réintégration de tous les licenciés, pour les 60 licenciés d'origine il leur est garanti quatre semaines de travail et l'intégration dans un autre emploi ou une indemnisation.

Cet accord est accepté par les grévistes et les grèves de solidarité sur les autres sites cessent immédiatement.

Problèmes

Ces grèves sauvages répétées depuis le début de l'année posent des problèmes sur le front de la guerre de classe –qui ne concernent pas seulement les travailleurs britanniques.

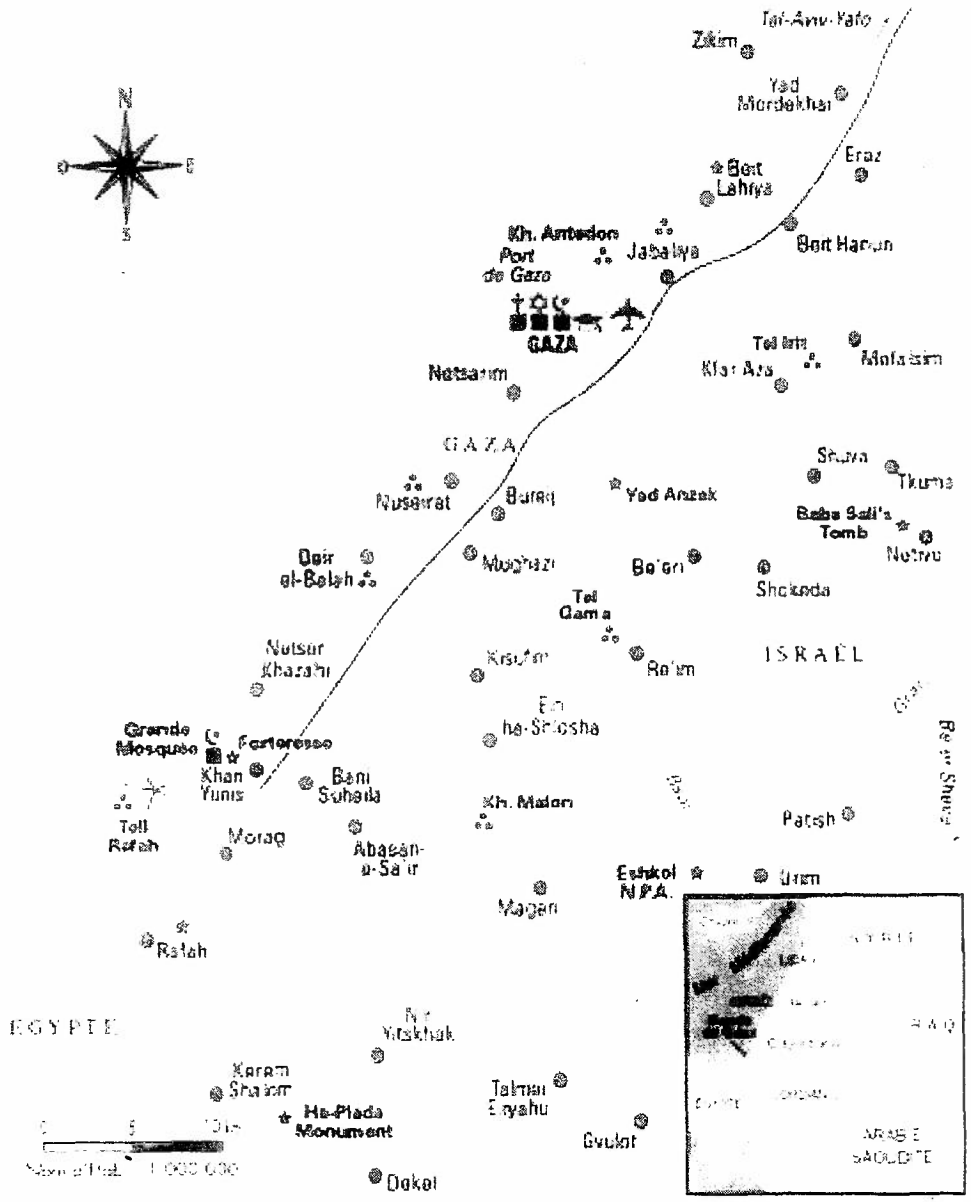
Tout d'abord, on ne peut que souligner que toute législation visant à régler « pacifiquement » les conflits du travail ou a limiter le droit de grève ne pèse rien en face de travailleurs déterminés dans une solidarité de classe dont l'extension contraint le pouvoir à céder pour ne pas se trouver devant un mouvement de plus grande ampleur.

Même en période de récession, les travailleurs qui se trouvent engagés dans un rapport de forces, conscients en même temps de leur puissance collective, peuvent s'opposer non seulement à leurs employeurs mais aussi au pouvoir politique.

La guerre de classes se mène avec deux adversaires face à face. Dans le mouvement dont nous venons de parler comme dans les autres concernant ce secteur, on assiste à une offensive patronale qui tend, face à la détérioration économique, à rétablir une rentabilité aux dépens des travailleurs et, partant, à affirmer son autorité, au besoin en reniant les engagements antérieurs. Pour les travailleurs, la défense, dans cette période de crise ne concerne pas les salaires mais directement les conditions de travail et l'emploi. Même si cette lutte ne concerne qu'un secteur, son extension spontanée à l'ensemble de ce secteur sur tout le territoire national ne peut manquer d'avoir une influence sur d'autres luttes, pour l'ensemble des travailleurs ; mais il est difficile de savoir comment, où et quand. D'autant que l'adversaire le sait également et tente de parer d'avance à cette inconnue.

H. S.

UNE GUERRE CLASSIQUE : L'OPÉRATION



« PLOMB DURCI » CONTRE GAZA

Il importe de replacer le raid militaire israélien de février dans le cadre d'un conflit Etat contre Etat, même si l'Etat palestinien est en devenir. Il visait donc à empêcher la construction d'une entité économique viable. La destruction des infrastructures était plus importante que les prétextes invoqués – roquettes ou tunnels

« LA GUERRE est un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté. L'action est réciproque. Tant que je n'ai pas abattu l'adversaire je peux craindre qu'il m'abatte... La guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens (1). » Dans l'attaque d'Israël contre la bande de Gaza, il importe avant tout de considérer qu'Israël est un Etat et que cet Etat tente de s'opposer par tous moyens à la constitution d'un Etat contigu, l'Etat palestinien en formation. C'est la politique constante de l'Etat d'Israël depuis l'annexion de la Cisjordanie en 1967 et celle, à éclipse, de la bande de Gaza : la guerre récente de vingt-deux jours n'a visé, par d'autres moyens qu'à poursuivre cette politique. La seule question qu'on peut se poser, au-delà de toutes les manœuvres politiques du passé combinant la force limitée, les faits imposés acquis et l'impasse des pourparlers internationaux, est : pourquoi aujourd'hui l'usage d'une telle guerre destructrice de vies humaines et de matériel ?

Peu importent les considérations historiques qui ont conduit à une telle situation (2), mais il convient de la replacer dans le contexte de la lutte d'un Etat existant et régionalement puissant – Israël – contre une entité – d'abord le Conseil national palestinien, puis aujourd'hui l'Autorité palestinienne – Etat qui voudrait exister en tant qu'Etat. Cette lutte étant engagée depuis des décennies, quelles que soient les innombrables souffrances qu'elle a engendrées du côté palestinien, ce ne sont nullement des considérations humanitaires, religieuses, éthiques ni même militaires qui la dictent. Même les interventions géostratégiques des puissances mondiales dans le Moyen-Orient, qui misent suivant leurs propres intérêts sur les politiques locales, ne peuvent effacer le fait qu'il s'agit d'un conflit Etat contre Etat.

Une classe dominante et un gouvernement

Nous n'allons pas nous étendre ici sur ce qu'est l'Etat : disons seulement qu'il ne peut exister et fonctionner que par une activité économique d'où il tire ses moyens d'existence. Dans le monde actuel, cette activité économique est obligatoirement une activité capitaliste, d'autant plus que ces Etats minuscules n'existent que par le soutien de pro-

(1) Ces citations sont extraites de l'ouvrage de Clausewitz, *De la guerre*.

(2) On peut trouver aisément des documents montrant comment Israël a soutenu les islamistes du Hamas dans le but d'affaiblir l'autorité du Hamas et Yasser Arafat pour mettre des bâtons dans les roues à un quelconque processus de paix qui aurait entériné la formation d'un Etat palestinien.

tecteurs capitalistes eux-mêmes intéressés, non seulement par leur position stratégique mais aussi par leur activité économique existante et/ou potentielle. Pour l'Etat palestinien en devenir, la construction d'une entité économique est essentielle pour devenir un Etat viable face à un autre Etat surpuissant. Dans la situation présente, cette activité économique ne peut être que capitaliste et elle implique la domination d'une classe (existante ou en devenir) sur une autre et d'un gouvernement assurant cette domination sous ses formes légales et répressives.

Pour le futur Etat palestinien, et notamment la bande de Gaza, cette évolution n'est pas simple. Nous n'examinerons pas ici les raisons qui ont conduit Israël à évacuer la bande de Gaza. Mais il est un fait que cette évacuation, la corruption et les atermoiements du Fatah autant que la séparation d'avec la Cisjordanie ont créé les conditions d'une polarisation sur ce microcosme de l'extrémisme musulman (3). Concomitamment, cet « ordre moral » faisant régner une certaine sécurité à la fois alimentaire et sociale, éliminait aussi par la violence les velléités d'une « démocratie » corrompue et paralysante. L'ensemble créait les conditions propres à un certain développement économique.

Ce n'est pas une vue de l'esprit de penser que l'Union européenne et les pays arabes pétroliers étaient prêts à investir dans ce développement (une conférence de chefs d'entreprise s'était tenue en Cisjordanie en 2008 à cet effet). La bande de Gaza, à la sortie du canal de Suez, aux portes de l'Europe, avec une main-d'œuvre importante disponible à des coûts sans concurrence, pourrait effectivement constituer une plate-forme économique séduisante pour un capitalisme à la recherche de coûts réduits de distribution et de production. La semi-dictature du Hamas offrait toute sécurité. La pérennité des conditions d'exploitation de ce prolété-

Quelques chiffres

◆ 40 km sur 10 km : Gaza est une simple bande côtière pas très éloignée du débouché méditerranéen du canal de Suez, formée pour une part de terres sablonneuses (13 % des terres sont cultivables).

◆ 1 500 000 habitants (une population en croissance de 3,3 % par an) y sont parqués, la plus forte densité du monde.

◆ Peuplé pour une bonne part de descendants de réfugiés palestiniens expulsés lors de la constitution de l'Etat d'Israël, le territoire est une sorte de patate chaude que chacun se refile sans trop savoir comment changer une société fermée qui vit sous perfusion internationale. Ce confetti a été annexé à l'Egypte après la seconde guerre mondiale, occupé par Israël en 1956, placé sous mandat de l'ONU en 1957, rendu à l'Egypte en 1967, réoccupé alors par Israël mais évacué en 2005 et placé sous le gouvernement de l'Autorité palestinienne, évincée par le Hamas, mais maintenu par Israël sous un strict contrôle économique et militaire.

◆ 80 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour (1,40 euro).

◆ L'activité économique repose sur l'agriculture, sur l'artisanat et quelques petites entreprises ; elle est très dépendante de l'aide internationale et de l'Etat d'Israël qui, en particulier, contrôle tous les mouvements monétaires. Le chômage moyen atteint 45,5 % de la population active, mais 80 % chez les jeunes de 18-25 ans.

(3) « Israël a besoin d'un Hamas fort » pouvait écrire Yagil Lévy, universitaire expert militaire d'Israël (*Le Monde* du 7 février 2009). Mais on pourrait ajouter : Israël n'a pas besoin de Hamas trop fort.

DEUX POIDS, DEUX MESURES
LES MALHEURS DE L'INTERNATIONALISME

PENDANT LES VINGT-DEUX JOURS qu'à duré la campagne militaire israélienne contre Gaza, la gauche, les gauchistes, l'ultra-gauche et au-delà n'ont pas cessé de fustiger cette attaque, dont nous tentons d'analyser dans ce numéro une réalité dont bien peu ont parlé. Les uns pris dans les versions humanitaires, les autres dans leur tiers-mondisme, d'autres enfin dans leurs positions propalestiniennes ou proarabes ou anti-américaines.

L'attaque finale du gouvernement srilankais contre le mouvement séparatiste Liberation Tigers of Tamoul Eelam (LTTE) n'a guère envahi les médias et guère soulevé d'émoi dans les milieux qui s'étaient mobilisés contre l'intervention israélienne sur Gaza.

Pourtant, tout comme les Palestiniens, le LTTE visait à faire reconnaître un Etat tamoul et on pouvait même y voir une dimension religieuse, bouddhistes du gouvernement contre hindouistes du LTTE.

Comme au Moyen-Orient, cette guerre intestine dans l'île de Sri Lanka s'insérait dans l'ensemble des rapports de forces des grandes puissances, et sa fin sanglante signifie qu'il apparaissait nécessaire pour celles-ci d'y mettre un terme.

Placés sous l'angle humanitaire des crimes du capital, les chiffres « objectifs » sont pour l'île martyre autrement plus éloquents que ceux de la bande de Gaza (1 300 tués en vingt-deux jours, des milliers de blessés et 400 000 personnes privées de logement) : à Sri Lanka, outre les combattants dont on ne livre pas le nombre des tués ou exécutés, plus de 20 000 civils ont été tués, des dizaines de milliers d'autres blessés ; on n'évalue pas le nombre de villages et de villes totalement détruits par les bombardements indiscriminés, celui des sans-logis. Le seul chiffre qui semble avoir une réalité, ce sont les 300 000 tamouls internés dans des camps ressemblant étrangement à des camps de concentration.

De telles différences dans la médiatisation d'événements que l'on peut apparenter donne à réfléchir sur l'influence que les structures du système capitaliste exercent sur nos centres d'intérêt et sur la réflexion, voire l'action, qui en découle.

Un autre exemple récent illustre aussi ce même constat. Les catastrophes minières en Chine avec des dizaines de morts méritent des titres stigmatisant l'exploitation extrême des travailleurs Chinois. Qui a parlé des 61 mineurs sud-africains morts le 2 juin 2009 dans l'incendie d'une mine d'or ? Leur mort valait-elle moins que celle d'un mineur chinois ?

Encore un autre exemple. La révolte des banlieusards argentins contre l'impéritie dans les transports ferroviaires et l'incendie d'un train et de gares qui a valu maintes discussions dans le « milieu » vaut-elle plus que celle de villageois indiens qui, le 1er juin, ont fait flamber deux trains et une gare pour protester contre une décision de fermeture de « leur »gare, ce qui a causé plus de 30 blessés (répression ou panique, on ne sait) et dont on n'a guère parlé ?

La liste pourrait s'allonger de ces conditionnements médiatiques qui peuvent orienter information, réflexion et éventuellement action.

H. S.

riat disponible et le développement des infrastructures de base, fondements nécessaires d'un développement capitaliste, se mettaient en place sous cette autorité musclée.

L'ampleur des destructions matérielles, sans commune mesure avec les pertes en vies humaines, toutes dramatiques et condamnables qu'elles aient été, sont là pour montrer que l'offensive d'Israël visait d'abord à détruire toutes ces infrastructures, bases d'un développement économique ultérieur. A terme un tel développement était susceptible de modifier les rapports économiques et politiques conséquents dans cette partie du Moyen-Orient (l'opération antérieure d'Israël contre le Liban avait eu le même objectif, en partie atteint). L'envoi des roquettes palestiniennes, le contournement du blocus par les tunnels frontaliers, n'étaient que des prétextes à cette opération, beaucoup plus importante, de destructions matérielles. De même, l'expérimentation d'armes nouvelles est tellement classique dans de tels conflits locaux qu'on ne peut la considérer, au-delà de son caractère révoltant, comme ayant une fonction essentielle dans ce conflit.

Cette guerre a fait 1 500 victimes palestiniennes, sans compter les blessés et ceux qui resteront invalides. Mais c'est, en termes de potentiel humain et économique, sans commune mesure avec la dimension des destructions matérielles et leurs conséquences humaines. Celles-ci ont ramené cette population d'un million et demi d'habitants à une situation quasiment précapitaliste, sans aucune possibilité de dépasser un niveau de misère et surtout de dépendance d'une assistance internationale parcimonieuse. Centrales électriques, stations de pompage, réseaux électriques, téléphoniques, d'adduction d'eau ou d'égouts, routes, bâtiments administratifs, écoles, hôpitaux, petites et moyennes entreprises, toutes les infrastructures qui contribuent à la fois à assurer un certain niveau de vie, la base d'un développement tout comme le contrôle des populations, tout cela est pour une bonne partie en ruines (4). C'était là le but de l'opération « plomb durci », dont on peut constater maintenant la nullité des prétextes avancés : des roquettes continuent de viser Israël et les tunnels de contrebande sont toujours opérationnels.

La reconstruction ne peut que prendre des années. Même si les protecteurs intéressés sont de nouveau à l'œuvre avec les mêmes arrière-pensées, ils sont eux-mêmes coincés par la crise, qui limite leurs possibilités financières, et par un blocus d'Israël qui ne permet l'acheminement des matériaux de reconstruction qu'au compte-gouttes, et de plus d'une manière volontairement incohérente, afin de prévenir la réalisation de tout ce qui pourrait ressembler à un plan préétabli (5). On peut dire que sous cet aspect fondamental, au moins provisoirement, l'opération militaire d'Israël a quelque peu réussi.

H. S.

---

(4) Chaque mètre carré du territoire de Gaza a reçu en moyenne 5 kg de bombes. Ont été détruits : 4 000 habitations (et des milliers d'autres endommagées), 60 commissariats, 30 mosquées, 29 écoles, 120 ateliers ou surfaces commerciales, une zone industrielle entière. De nombreux chefs d'entreprise ont vu leurs usines ou commerces détruits. C'est tout un tissu industriel pourtant précaire qui a été anéanti. En avril 2009, 132 000 personnes n'avaient pas accès à l'eau courante.

(5) Fin avril, la frontière avec l'Egypte est toujours close (sauf les fameux tunnels). Tout l'approvisionnement de la bande de Gaza dépend toujours du bon vouloir d'Israël. Selon un rapport de l'ONU, « la qualité et la quantité (des approvisionnements) sont insuffisantes au regard des besoins. Les quantités disponibles de fioul industriel et de gaz pour la cuisine ne représentent respectivement que 70 % et 25 % des besoins ».

DANS LES PUBLICATIONS

France

◈ « Luttes sociales locales » donne un aperçu sur les différentes luttes dans la région de Caen entre les manifestations syndicales, la grève des pions et les luttes dans l'université et les tentatives d'impulser une convergence de ces actions.

◈ *Les Echos du Safari, fanzine apériodique libertaire caennais* du collectif La Pelle et la Pioche, six pages gratuites (mars 2009) : « Depuis quelque temps, on sent monter une vague de créativité et de contestation aux aspirations libertaires sur Caen. Pas seulement libertaires d'ailleurs. La diversité des collectifs, et des thèmes qu'ils abordent, permet de toucher un maximum de monde (...) Cette diversité, ultra(gauchement)-présente (...) se résume très bien par ce terme (...) : personne n'est d'accord sur rien, et pourtant tous arrivent à œuvrer ensemble. »
Se trouve sur http://subversite.anartoka.com/viewtopic.php?t=585&highlight=safari
et aussi : https://grenoble.indymedia.org/2009-03-30-Les-Echos-du-Safari-fanzine -

◈ *Solidarité* n° 34 (mars 2009) contient un récit détaillé de la visite de Sarkozy à Saint-Lô en janvier 2009 (s.ia@laposte.net). BP 257 Caen Cedex.

Sans-papiers en Touraine

◈ Le bulletin *Infos et questionnements* n° 4 (mars 2009) de l'A.I.R.S. 37 (Association interprofessionnelle pour une résistance sociale, 12 rue M. Vernet , Montlouis-sur-Loire) est consacré aux « Sans-Papiers et demandeurs d'asile en Touraine » . Courriel : airs37@wanadoo.fr

Embastillés d'aujourd'hui

◈ Kalimero est un collectif et une caisse de solidarité pour les prisonniers et pour des rencontres de discussions sur le suivi des situations qui se présentent.
kaliMeroparis@gmail.com

◈ *Mauvaises intentions* (« outil antiterroriste, mouvance anarcho-autonome, luttes et révoltes ») n° 2 (janvier 2009) est un « recueil de textes publics » et se veut un « retour sur les différentes arrestations et procédures » – avec des lettres d'embastillés plus ou moins inculpés de terrorisme et des textes sur les luttes et révoltes, les sabotages,les tactiques politiques et policières et la solidarité.
solidaritesinculpes@riseup.net
http://infokiosques.net/ mauvaises_intentions

Nucléaire

◈ *Sortir du nucléaire* : actualités du nucléaire et de ses alternatives, n° 42 (mai 2009). 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04.

◈ « Histoire des luttes antinucléaires en France » : « 2e et 3e parties : « 1976-1985 » et « 1986-1996 », dans *A contre-courant* n°s 203 et 204 (mai et juin 2009).

Ruralité

◈ « Ruralités. Nous voulons la terre », dossier d'*Offensive* n° 22 (mai 2009) avec différents textes sur la ruralité ancienne et moderne : « Etat des lieux, état des luttes », « Quitter la terre, pour quoi, pour qui, pour où ? », « Les origines rurales du socialisme prolétarien »... entre autres.

A la maison

◈ Glané au cours d'une des dernière manifs syndicales – promenades une tentative d'aller au-delà autour du

A propos du Tibet

◈ Un article, « Le Tibet totalement seul », d'Armin Wertz, journaliste qui arpente l'Asie du Sud-Est depuis une dizaine d'années, dans le n° 216 (mai 2009) de la revue allemande *Die Aktion.* Un texte qui aborde, à travers l'assassinat du correspondant de la CIA au Tibet, Douglas Seymour Mackierman, le 29 avril 1950, par des Tibétains, les tensions internationales consécutives à la prise du pouvoir des maoïstes en Chine en 1949, à la mainmise de la Chine de Mao sur le Tibet à partir de 1950 et sa participation à la guerre de Corée (1950-1953). Les nationalistes de Chang Kaï-chek se trouvant en plein accord avec les maoïstes à propos du Tibet comme partie inaliénable de la Chine éternelle.

Signalons, en ce vingtième anniversaire de la répression du mouvement étudiant en Chine, que quelques semaines avant l'intervention de l'Armée populaire sur la place Tiananmen à Beijing le 4 juin 1989, la même armée dite populaire avait écrasé dans le sang les Tibétains qui chaque année autour du 28 mars (jour anniversaire de la fuite du dalaï-lama en Inde) manifestent pour revendiquer l'indépendance de leur pays. Je demeurais alors à Guangzhou et ai passé une semaine à Shantou, deux villes du sud de la Chine, où je n'ai vu aucun Chinois afficher cette émotion qui les a submergés après Tiananmen.

L'étude d'Armin Wertz demanderait à être approfondie pour ce qui concerne le nationalisme partagé par toutes les classes sociales en Chine et leurs gouvernants, maoïstes et nationalistes, ainsi que sur la nature théocratique du pouvoir au Tibet avant son occupation par la Chine. Car quelque tristesse que les défenseurs du peuple tibétain puissent ressentir pour son oppression actuelle, on a le droit de se demander si le joug des lamas n'était pas dans le passé, lui aussi, cause de la misère des plus basses couches sociales.

J.-P. V.

thème « Je ne veux plus rentrer chez moi » , site www.jeneveuxplusrentrerchezmoi.fr

Saint-Nazaire sur les nerfs

◈ « Train-train syndical et mouvement asocial - Saint-Nazaire sur les nerfs » sur les affrontements de fin de manif du 29 janvier dernier dans *CQFD* n° 66 (15 avril 2009).

◈ « Métallos de Marseille, Le diable au port » : sur les luttes dans la réparation navale, dans *CQFD* n° 67 (15 mai 2009).

Corse

◈ Flicage permanent et économie du tout-tourisme, salaires bas, chômage élevé,endettement généralisé... : malgré ce climat et l'exemple antillais, la Corse ne connaît aujourd'hui que « frustration désordonnée », selon *Alternative libertaire* n° 185 (juin 2009).

Guadeloupe

◈ « La lutte des Guadeloupéens : un exemple » dans *A contre courant* n°203 (avril 2009).

Assez des contre-sommets

◈ *De la suite dans les idées* : « Quelques critiques de la pratique des contre-som-

mets » (mars 2009), « Pourquoi faut-il être absent d'Evian ? (mars 2003) », « Notes sur les somments et contre-sommets (août 2003) ». Contact : delasuite@hushmail.com

Pouvoir... d'achat

◈ « Mais où donc est passé notre pouvoir d'achat ? » dans la *Gazette de la Société et des techniques* n° 51 (mars 2009). (Copie à Echanges.)

Grèce

◈ *Les émeutes en Grèce*, de Théo Cosme (Senonevero) : un livre reprenant le récit fait par des participants aux émeutes de décembre, précédé d'une longue introduction de Théorie communiste « Le plancher de verre ».

◈ Dans *Cette semaine* n° 98 (printemps 2009), sur la Grèce : « Brève présentation des événements à Athènes », « Chronologie de la solidarité internationale », « Mise à jour sur le soulèvement à Thessalonique », « Chrono des attaques de janvier à mars » et un bilan de camarades grecs : « Comme un hiver d'un millier de décembre ».

◈ « Adresse du plus grand financier de tous les temps aux insurgés de Grèce » (n° 2), « La fable des alouettes qui tombent toutes rôties du ciel » (n° 3) dans *Les habitants de la lune* (copie à Echanges). Courriel : leshabitantsdelalune@yahoo.fr

◈ « Grèce générale. Au-delà de la mythologie grecque » : « S'il s'est passé "quelque chose" de fort, d'historique en Grèce, nous devons être capables de l'analyser au-delà de l'excitation que cela a pu provoquer chez nous ». Ce que tente ce texte paru dans *Offensive* n° 22 (mai 2009).

Espagne

◈ A partir du 1er février 2012, tous les travailleurs du bâtiment en Espagne devront posséder une carte professionnelle. La Confédération nationale du travail espagnole s'inquiète par avance, dans un article, « A propos de la carte professionnelle du bâtiment », paru dans le n° 355 (avril 2009) de leur organe *CNT*, du rôle d'intermédiaires que les syndicats concurrents seront amenés à jouer pour l'obtention de cette carte.

◈ Dans le n° 355 (avril 2009) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, « Le travail tue », un article dénonçant les manipulations des statistiques officielles qui permettent de sous-évaluer la dangerosité au travail, comme, par exemple, cette affirmation que le nombre d'accidents du travail diminue sans relier ce nombre à l'augmentation du chômage. Si personne n'était obligé de travailler, il n'y aurait évidemment aucun accident du travail. Une démystification poursuivie dans un second article, « Accidents et morts sur les postes de travail », dans *CNT* n° 356 (mai).

Regroupement anarchiste en Allemagne

◈ La maison d'édition allemande Nautilus annonce dans le n° 216 (mai 2009) de sa revue *Die Aktion* sa participation à la formation d'un regroupement anarchiste sous le nom de « Solidarität und Kooperation » aux côtés d'une section de Hambourg du Syndicat libre des travailleurs (FAU OG), de Harburg libertaire, de Vokü in der Schwartzen Katze, de la Bibliothèque libertaire et de la Rédaction neopostpunk. Cette fédération nouvelle décline brièvement ses intentions sous forme de questions/réponses p. 11/12 de *Die Aktion* (adresses : Die Aktion, Schützenstraße 49a, 22761 Hamburg, Allemagne ; www.edition-nautilus.de).

QUE FAIRE ?

Quatrième partie de la série d'articles de Paul Mattick Jr

Le *New York Times* du 1er mars 2009 consacrait une page de sa rubrique « Revue de la semaine » aux opinions d'éminents économistes sur les perspectives économiques, étant donné la crise en cours et les diverses tentatives mises en œuvre jusqu'à présent pour y faire face : TARP (1), renflouements, stimulations, plan budgétaire. La plupart d'entre eux partageaient, à des degrés divers, les prévisions du catastrophiste officiel du moment, le professeur Nouriel Rubini de l'Université de New York, à savoir que la récession ne cessera qu'en 2011. Les plus optimistes, (comme le président de la Fed, Ben Bernanke lui-même, quelques jours plus tôt), pensaient que tout se terminerait en un an, tandis que le financier George Cooper, auteur d'un livre sur les origines des crises (2), entrevoyait la possibilité de « deux décennies ou plus de réajustement ». La plupart prenaient soin de couvrir leurs paris en ajoutant la condition qu'on ne pourrait attendre un rétablissement à moyen terme que si (pour citer Rubini) « des politiques appropriées » étaient « mises en œuvre ». Bien entendu, ne pas préciser de quelles politiques il s'agit ne fait que renforcer le bien-fondé de la prédiction. Mais là encore, pas un seul ne basait sa prédiction sur une analyse sérieuse de la nature et des causes de la crise ou de l'efficacité des divers remèdes.

En fait, il est difficile d'imaginer une démonstration plus frappante de la ruine théorique de l'économie en tant que science prospective que la discussion en cours sur la situation économique actuelle. On n'a offert des événements catastrophiques de l'année qui vient de s'écouler aucune explication un peu plus approfondie que celle qui en fait le résultat d'une crise du crédit, provoquée par une dette excessive et excessivement risquée, dette revendue par et à des institutions financières dans le monde entier. En conséquence de quoi on n'a pas proposé d'autre cure, pour ce qu'on décrit couramment comme une maladie affectant l'économie, que l'alimentation par intraveineuse du système financier avec l'argent du gouvernement, ainsi que la subvention de l'industrie automobile américaine en faillite, quelques dépenses de travaux publics, l'extension des allocations de chômage et un accès plus ouvert à l'assurance santé de base.

Malgré l'écroulement des économies en Europe, comme dans le reste du monde,

(1) TARP : le Troubled Asset Relief Program est le nom initialement donné au Plan Paulson. Il s'agit d'un programme d'aide aux institutions financières qui possèdent des actifs toxiques. Transcription du sigle trouvée dans Wikipedia.
(2) George Cooper, *The Origins of Financial Crises*, Harriman House, 2008.

les gouvernements européens n'ont pas voulu jusqu'à présent ajouter d'importants plans de stimulation à ceux mis en œuvre aux Etats-Unis par l'administration précédente et par l'administration actuelle. « Particulièrement perplexe » à ce sujet, un éditorial du *Times* citait la déclaration de Christina Romer, conseillère économique de l'administration Obama, au sujet d'une importante leçon de la dépression des années 1930 : « La stimulation fiscale, ça marche. » Si la leçon de l'histoire est vraiment aussi claire, la réaction européenne est effectivement troublante, tout comme l'échelle inadéquate de la relance américaine, comme l'affirment à la fois le même éditorial, le professeur Krugman, et bien d'autres.

En réalité, si l'histoire démontre quelque chose, c'est l'échec du New Deal à mettre fin à la Grande Dépression. Il est exact que dès 1935, la panoplie de mesures mises en œuvre par l'administration Roosevelt – depuis les subventions et la régulation bancaire jusqu'aux contrôles des prix industriels en passant par les subventions à l'agro-industrie, l'assurance-chômage et l'assurance-vieillesse, les programmes fédéraux de remise au travail et le soutien à la syndicalisation – avait contribué à enrayer la dégringolade amorcée à la fin des années 1920. Et pourtant, deux ans plus tard, l'investissement et la production s'effondraient à nouveau, le chômage augmentait (il y avait dix millions de chômeurs en 1938 aux Etats-Unis), et au mieux la stagnation semblait à l'ordre du jour. Ce n'est qu'avec l'arrivée de la seconde guerre mondiale et les ressources dédiées aux préparatifs de guerre que la « stimulation fiscale » produisit enfin le plein emploi, fondé non sur l'accroissement de la consommation mais sur sa restriction en faveur d'une plus grande production d'armements. Alors, peut-on se permettre de demander, quelles sont les politiques appropriées ? Que faire exactement ?

En 1936, John Maynard Keynes publiait sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, livre dans lequel il faisait remarquer que l'obstination avec laquelle l'économie orthodoxe voulait que l'économie capitaliste soit naturellement autorégulée l'avait empêchée de reconnaître que ce système pouvait fort bien s'autoréguler en quittant l'état de plein emploi. Partageant avec la théorie orthodoxe l'hypothèse de base selon laquelle le but de l'économie est d'utiliser des ressources, naturelles et humaines, pour produire des biens de consommation, Keynes proposa que l'Etat intervienne à ce stade, empruntant de l'argent en contrepartie des rentrées fiscales futures pour embaucher des travailleurs, augmentant ainsi le nombre de consommateurs et donc faisant appel à de nouveaux investissements pour faire face à leurs besoins. Ainsi, il fournit

une rationalité théorique à des politiques déjà mises en place par Hitler, Roosevelt et les dirigeants d'autres nations capitalistes. L'échec du New Deal à mettre fin à la dépression – de même que l'échec ultérieur de la promesse de « fin du cycle des affaires » après la guerre – pouvait alors s'expliquer par l'incapacité à pousser assez loin les prescriptions keynésiennes, puisque le programme de Roosevelt fut limité par la Cour suprême, qui jugea anticonstitutionnel le système national de fixation des prix, et par le monde des affaires, qui s'opposa à l'augmentation des impôts et aux déficits budgétaires. D'autres, cependant, rejetaient la responsabilité de la stagnation sur les dépenses du gouvernement lui-même : en fait, la résistance à la notion de stimulation de l'économie est aussi vieille que l'idée de stimulation elle-même.

Alors que ni les économistes, ni les hommes d'affaires n'ont une compréhension théorique satisfaisante du capitalisme, les seconds ont au moins une idée concrète de la manière dont il fonctionne. Les économistes, y compris Keynes, considèrent la réalisation de profit comme un mécanisme qui pousse les gens qui ont de l'argent à investir dans la production, mais les hommes d'affaires, eux, savent que c'est le profit et non la consommation qui est le but des activités commerciales. On ne produira pas les marchandises sur lesquelles on ne peut pas réaliser de bénéfices, ou on les détruira si elles ont déjà été produites, comme des tonnes de nourriture ont été brûlées et enterrées pendant la Grande Dépression alors que des millions de gens ne mangeaient pas à leur faim.

Et la production financée par l'Etat ne rapporte pas de profits. C'est difficile à comprendre, non seulement parce que cette idée bafoue un présupposé de base de la politique économique de ces soixante-quinze dernières années, mais parce qu'une entreprise qui vend des marchandises à l'Etat, telle que Boeing fournissant des bombardiers à l'armée de l'air, empoche vraiment un bénéfice, et en général un bon bénéfice, par rapport à son investissement. Mais l'argent payé à Boeing représente une ponction sur le bénéfice produit par l'économie dans son ensemble. Car le gouvernement ne possède pas d'argent en propre ; il règle ses factures avec l'argent des impôts ou avec des emprunts qu'il faudra rembourser avec les impôts.

En apparence, tout le monde paie des impôts. Mais en dépit des apparences qui veulent que les entreprises soient sous-taxées, elles seules en réalité paient des impôts. Pour comprendre ceci, il faut penser au revenu total produit en une année comme équivalant à l'argent disponible pour tous les usages sociaux. Une partie de cet argent doit remplacer les biens des producteurs utilisés pendant l'année écoulée, une partie doit être consacrée aux salaires pour acheter des biens de consommation afin que la force de travail puisse se reproduire, le reste est répertorié comme profit, intérêt

et loyer – et impôts. L'argent que touchent en réalité les travailleurs est leur revenu « après impôt » ; vu sous cet angle, les augmentations d'impôts sur les salaires des employés ne sont rien d'autre qu'une diminution de salaire. L'argent déduit des salaires, des dividendes, des gains des capitaux et des autres formes de revenus commerciaux pourrait apparaître comme des bénéfices commerciaux – qui, rappelons-le, sont à la base l'argent généré par l'activité des travailleurs qu'ils ne perçoivent pas en salaires – s'il ne passait des salaires (ou d'autres revenus) directement dans les caisses du gouvernement. Donc, lorsque le gouvernement achète des biens ou des services à une entreprise (ou encore plus simplement distribue une subvention à l'agro-industrie ou renfloue une banque), il ne fait que rendre au monde des affaires une partie de ses bénéfices, en les prenant chez tout le monde et ne les donnant qu'à certains. L'argent versé à Boeing a simplement été redistribué par l'Etat, qui l'a pris à d'autres entreprises pour le verser à l'avionneur.

C'est la raison pour laquelle les dépenses du gouvernement ne peuvent pas résoudre le problème de la dépression, bien qu'il puisse alléger les souffrances qui en découlent, au moins à court terme, en donnant du travail ou de l'argent aux chômeurs, ou en créant des infrastructures utiles pour la rentabilité à venir de la production. Le problème de la dépression – l'insuffisance de profit pour le développement des affaires – ne peut être résolu que par la dépression elle-même (avec l'aide, peut-être, d'une guerre à grande échelle), qui accroît la rentabilité en diminuant le coût des capitaux et du travail, en augmentant la productivité grâce à des avancées technologiques, et en concentrant la propriété des capitaux dans des unités plus grandes et plus efficaces (pour une explication plus complète, voir la troisième partie de cette série dans *Echanges* n° 128).

Ainsi aujourd'hui, les gouvernements se retrouvent devant deux options également indésirables.

Option un : une plongée continue dans la dépression menacera sérieusement la stabilité sociale, lorsque de nombreuses personnes découvriront que les institutions sociales actuelles sont incapables de faire face à leurs besoins les plus fondamentaux. Les émeutes de l'hiver 2008-2009 en Grèce ont déjà fait la preuve d'une forte opposition au statu quo politique et économique ; en France, il y a déjà eu deux grandes manifestations nationales de presque trois millions de travailleurs contre les pertes d'emplois et les réformes proposées de la législation sur les retraites, exigeant l'intervention du gouvernement. Des manifestations populaires ont chassé du pouvoir le gouvernement islandais en faillite, tandis qu'en Irlande et en Ukraine des ouvriers en colère occupaient des usines en voie de fermeture ; et même aux États-Unis, habituellement si tranquilles, des organisations locales ont empêché des saisies immobilières ou occupé des bâtiments vides dans certaines grandes villes. Il faut reconnaître que jusqu'à présent, l'expression de la colère populaire la plus médiatisée est celle qui concerne les cadres financiers récompensés par des bonus payés sur les fonds que le gouvernement a versé à leurs entreprises au bord de la faillite. Cette colère émane de personnes qui, à notre connaissance, n'étaient auparavant pas le moins du monde gênées par une redistribution des revenus incroyablement inégale en faveur des riches, grâce au gouvernement, pendant ce dernier quart de siècle.

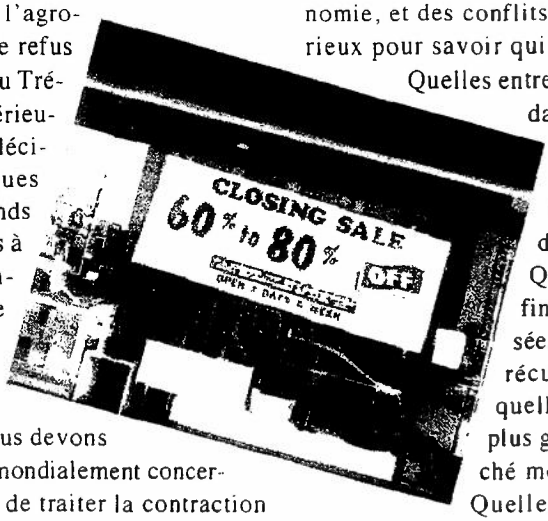
Mais elle a suffi à alarmer un journaliste de la rubrique « Style » du *New York Times* du 22 mars, qui a trouvé « quelque chose d'effrayant dans toute cette fureur » et a proposé de « trouver des manières constructives de canaliser la colère que ressentent les gens – des exutoires qui rempêchent de jeter instinctivement une pierre dans la fenêtre de la demeure d'autrui ». Si cette colère pouvait se détourner des cas individuels ou particuliers pour se diriger contre un système social fondé sur l'inégalité et l'oppression, ce pourrait être très constructif, en effet. D'où la nécessité, pour le gouvernement, de poursuivre son aide financière au monde des affaires.

Option deux : l'idée que des entreprises comme AIG, Bank of America ou Citicorp sont « trop grosses pour faire faillite » revient à déclarer la faillite de l'économie de marché – c'est-à-dire du capitalisme dans sa forme classique, ou idéale. La concurrence était censée éliminer les faibles, en permettant aux plus productifs (des profits) de prospérer, augmentant ainsi le bien-être social. Bloquer le fonctionnement de la concurrence signifie que l'on reconnaît l'obsolescence du capitalisme lui-même. Et, plus important encore, l'action du gouvernement, sous forme de plans de relance, de renflouements ou de nationalisations, menace le système de l'entreprise privée, non seulement en théorie mais aussi en pratique, puisque l'argent est sorti du circuit du marché capitaliste pour être utilisé par l'Etat à des fins définies politiquement et non selon le critère de la rentabilité.

De plus, la situation d'aujourd'hui est assez différente de celle du début de la dernière grande dépression. La dette publique des Etats-Unis s'élevait en 1930 à 16 milliards de dollars ; elle est aujourd'hui de 11 000 milliards et continue d'augmenter. Exprimée en pourcentage du PIB, la dette fédérale avait déjà atteint 37,9% en 1970 ; en 2004, c'était 63,9 %. Le gouvernement fédéral est déjà responsable d'environ 35 % de la production économique (selon les critères de mesure du PIB, la valeur de tous les biens et services produits en une année). Lorsque ce chiffre avait atteint 50 %, au plus fort de la seconde guerre mondiale, la croissance du capital privé avait pratiquement cessé. Tout ceci pour dire que les moyens keynésiens de lutter contre la dépression ont été largement épuisés, à moins que l'Etat n'élimine complètement l'entreprise privée pour créer une économie étatique comme celle de l'ancienne Union soviétique, ce qu'aucune force politique existante ne souhaite (en dépit de la « une » de *Newsweek* qui déclarait, début février : « Nous sommes tous devenus socialistes. ») Il n'y a que vingt ans que la Russie et ses satellites ont embrassé l'économie de marché, ou du moins une de ses versions les plus allégées, mais même ces gouvernements semblent n'avoir aucun désir de revenir au système de planification centralisée d'antan. L'Etat chinois a lui aussi clairement pris parti pour le marché, alors même que son économie est affaiblie par l'effondrement mondial. Et même la Suède, qui fut longtemps le porte-étendard du « socialisme » occidental aux yeux des conservateurs américains, laisse Saab faire faillite et son ministre de l'industrie Maud Olofsson déclarer que « l'Etat suédois n'a pas vocation à posséder des usines automobiles. »

Le résultat, c'est que les gouvernements continueront à être en grande partie paralysés, se contentant d'espérer – soutenus par les prédictions fantasmatiques des économistes – que tout sera terminé dans un an ou deux. De là provient la mauvaise volonté du Congrès des Etats-Unis d'affec-

ter, jusqu'à présent, plus qu'une fraction de fonds publics au rachat des quelque deux mille milliards de dollars d'actifs toxiques détenus par les banques américaines ; de là l'opposition immédiate des politiciens démocrates et républicains à la proposition du gouvernement Obama de limiter les déductions fiscales des 1,2 % des contribuables les plus riches, de limiter les émissions de gaz à effet de serre ou de supprimer les subventions à l'agro-industrie ; de là le refus du Département du Trésor d'intervenir sérieusement dans les décisions des banques concernant les fonds qu'il leur a donnés à la pelle ; de là encore l'apparente schizophrénie d'Obama, déclarant à la presse le 14 mars, que « nous devons mener une action mondialement concertée pour être sûrs de traiter la contraction massive de la demande [en biens de consommation] » tout en « signalant au Congrès », comme, semble-t-il, il l'aurait fait dès le lendemain, qu'il « pourrait soutenir la taxation de certains avantages santé des salariés », diminuant ainsi les salaires et contractant la demande. Et de là toujours la réticence des gouvernements européens à s'engager dans cette voie que les Américains suivent à contrecœur, laissant aux Etats-Unis l'exercice de relance (et les avantages que les exportateurs européens espéraient en retirer), tout en se contentant de limiter leurs déficits budgétaires et en serrant la ceinture de leurs citoyens.



Mais si, comme je le soutiens, nous sommes maintenant dans les premières phases d'une « Très Grande Dépression », il est difficile de s'attendre à autre chose qu'à une aggravation des conditions économiques dans les décennies à venir, entraînant des attaques de plus en plus fortes contre les salaires et les conditions de travail de ceux qui ont encore assez de chance pour être salariés partout dans le monde, des vagues de faillites et de fusions d'entreprises dans tous les secteurs de l'économie, et des conflits de plus en plus sérieux pour savoir qui va payer tout cela. Quelles entreprises automobiles, dans quels pays, survivront, alors que d'autres s'empareront de leurs actifs et de leurs marchés ? Quelles institutions financières seront écrasées par des créances irrécupérables et lesquelles s'empareront de plus grosses parts du marché mondial de l'argent ? Quelles luttes auront lieu pour le contrôle des matières premières, comme le pétrole ou l'eau pour l'irrigation et la consommation, ou les terres cultivables ? Tous les gouvernements s'en prennent au protectionnisme aujourd'hui (en tout cas, ils le faisaient hier) et réclament soutien mutuel et libre-échange, mais en pratique, même une union économique relativement intégrée comme l'Europe craque sous la contrainte d'intérêts divergents, tandis que les supporters de la globalisation d'hier entonnent aujourd'hui l'air de « Acheter américain ».

La plus grosse inconnue, cependant, est la tolérance dont fera preuve la population mondiale devant les ravages infligés à sa vie par les tentatives de résolution des dif-

ficultés du capitalisme. Quel que soit le mélange de stimulation et de respect de la liberté du marché adopté par les gouvernements, il sera payé par la majorité de la classe ouvrière, par plus de chômage ou par des salaires inférieurs et moins d'avantages sociaux – en fait, comme nous pouvons déjà le constater, ce sera les deux. Les gens voudront-ils repartir à la guerre, comme lors des dernières grandes crises, pour assurer de meilleures conditions à leurs entreprises nationales ? Les Européens, quels que soient les projets de leurs gouvernements, semblent avoir appris leur leçon à cet égard, tandis que l'acceptation de la guerre par la population américaine semble avoir faibli après la série de défaites et d'impasses en Corée, au Vietnam et en Irak et bientôt en Afghanistan.

Les gens vont-ils au contraire s'occuper d'améliorer leurs propres conditions de vie de la façon concrète et immédiate qu'exigera une économie en déroute ? Les millions de nouveaux SDF vont-ils voir dans les maisons saisies vides, les marchandises invendables et les aliments stockés par le gouvernement, le moyen de se maintenir en vie ? Sans aucun doute, et, comme par le passé, les Américains exigeront que l'industrie ou le gouvernement leur procurent des emplois, mais comme ces exigences se heurtent aux limites économiques, il leur viendra peut-être aussi à l'esprit que les usines, les bureaux, les fermes et autres lieux de travail existeront encore même s'ils ne sont plus rentables, et qu'on peut les mettre en marche pour produire les marchandises dont les gens ont besoin. Même s'il n'y a pas assez de postes – d'emploi rémunéré par les entreprises ou l'Etat – il y a énormément de travail à faire si les gens organisent la production et la distribution pour eux-mêmes, en dehors des contraintes de l'économie marchande.

Quand nous nous sommes retrouvés dans la merde jusqu'au cou à l'automne 2008, tous ceux qui avaient accès aux médias, du Président aux commentateurs de gauche comme Doug Henwood du Left Business Observer, sont tombés d'accord sur la nécessité de sauver les banques en leur injectant des liquidités prises dans les caisses du gouvernement, de peur que l'économie toute entière ne s'écroule. Mais, sans parler du fait que l'économie est de toute façon en train de s'écrouler, c'est le contraire qui est plus proche de la vérité : si le système financier dans son ensemble s'affaissait et que l'argent cessait d'être la source d'énergie de la production, tout l'appareil productif de la société – les machines, les matières premières et surtout les travailleurs – serait toujours là, ainsi que les besoins humains qu'il pourrait servir. Moins il faudra aux gens d'années de souffrance et de confusion pour s'en rendre compte, mieux ce sera.

P. M. Jr

L'addition, SVP

◆ L'Insomniaque a publié sous le titre *Le Jour de l'addition*, dans une traduction différente et avec une préface de Charles Reeve, les quatre articles de Paul Mattick Jr parus dans la revue new-yorkaise *The Brooklyn Rail* que nous avons édités :

– « En plein brouillard », *Echanges* n° 126 (automne 2008) ;

– « Entreprise hasardeuse », *Echanges* n° 127 (hiver 2008-2009) ;

– « Des hauts et des bas », *Echanges* n° 126 (printemps 2009).

– « Que faire ? » (ci-dessus).

◆ « Crise globale, opposition globale. Un exposé sur la crise » dans le n° 216 (mai 2009) de la revue allemande *Die Aktion*. Après quelques citations d'un lecteur anonyme, de Franz Jung (1888-1963), d'Alice Gerstel-Rühle (1894-1943) et d'Otto Rühle (1874-1943), un texte de Karl Heinz Roth (né en 1942) sur la crise économique qui, selon cette revue, circule depuis la fin 2008 en plusieurs langues (l'article ne dit ni dans lesquelles ni parmi quels cercles ; un camarade de la revue barcelonaise *Etcétera* en fait un bref éloge dans leur n° 45 (mai 2009), p. 16, d'après une version en anglais lue sur le site de la revue allemande *Wildcat* : www.wildcat-www.de

Karl Heinz Roth, théoriquement marqué par l'opéraïsme italien des années 1970 (voir *Echanges* n° 128, p. 71), propose des moyens d'action contre les conséquences de la crise actuelle, contre « les trois variantes possibles de barbarie : autodestruction interne, guerre civile, ou guerre économique capitaliste préparant à de nouvelles grandes guerres », qu'il présage : un programme de transition qu'une gauche politique, indéterminée, devrait élaborer à partir des programmes réformistes existants, ouvrant « la voie à un projet de transformation révolutionnaire de la structure sociale capitaliste. » (p. 26-27).

Dans son ouvrage paru en 1931 sous le pseudonyme de Carl Steuermann, *Welt - krise – Weltwende. Kurs auf Staatskapitalismus* (traduc-

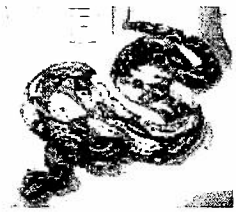
tion française : *La Crise mondiale ou Vers le capitalisme d'Etat,* éd. NRF-Gallimard, plusieurs éditions en 1933, jamais rééditée depuis à notre connaissance), dont est extraite la citation, Otto Rühle montrait comment la crise économique des années 1930 avait permis au capital d'accélérer l'automatisation du travail et la soumission de la classe ouvrière aux impératifs du capital. Son analyse, qui réaffirmait l'état de crise permanent du capitalisme, prenait en compte la nécessité de comprendre comment cet état se traduit dans la psychologie des différentes classes sociales et leurs stratégies de survie, que l'idéalisme de Roth lui fait ignorer.

◆ Dans le n° 45 (mai 2009) de la revue barcelonaise *Etcétera* (Apartado de correos 1363, 08080 Barcelona, Espagne), ses rédacteurs affirment haut et fort : « Envers toutes les contre-vérités que l'on essaye de nous imposer par le truchement des médias qui remplacent l'information par la propagande, la réalité la plus prosaïque, la moins imaginative, trace sa voie têtue et remet les choses à leur place, en l'occurrence rapporte la crise aux fondements du système économique et social, et non à des limites externes dues à la conjoncture, ou à l'avidité de quelques financiers. »

Trois articles argumentent leurs réflexions :

« Quelques considérations pour analyser la crise actuelle soi-disant financière » réitèrent les analyses de Marx dans *Le Capital,* sur la marchandise et la recherche du profit maximum, qui, cent cinquante ans après avoir été rédigées, n'ont toujours pas perdu de leur pertinence, et les développent pour montrer comment l'histoire du capitalisme ne constitue qu'une longue suite de crises de surproduction, et de périodes éphémères d'embellie économique... pour le patronat ;

« Quelques suggestions à propos de la crise » rappellent que la dévalorisation du capital est, dans le même temps, celle de l'humanité, qui se reflète dans une paralysie mentale et idéologique de ceux qui se refusent à voir la nature capitaliste du monde dans lequel nous vivons ;



enfin, l'auteur de « Crise du capital, crise du travail » souligne comment les capitalistes ont tué la poule aux œufs d'or en jetant de plus en plus de travailleurs à la rue, en attaquant le niveau des salaires, en augmentant l'intensité et les temps de travail.

◆ A propos de la crise économique actuelle, la Confédération nationale du travail espagnole constate que « la théorie économique capitaliste a fait preuve de la plus absolue incompétence pour expliquer une crise de son propre système, démontrant ainsi sa médiocrité et son inutilité » dans un article, « Le mensonge du capitalisme, de l'Etat et de la religion », paru en deux parties, dans les n°s 355 (avril 2009) et 356 (mai) de son mensuel *CNT.*

Dans le n° 355, un autre article, « Crise économique, déflation et salaires », rappelle que la baisse des prix des produits de consommation est toujours bonne pour le travailleur qui, en Espagne, constate depuis des années une baisse de son pouvoir d'achat. La même baisse ne fait par contre pas l'affaire des industriels qui y opposent tous moyens propres à accroître leurs bénéfices.

La galère des intérimaires, p. 34 ◆ A propos du refus du travail et du sabotage, p. 36

La galère des intérimaires

D'un camarade du centre (4 juin 2009). La suite de la galère des intérimaires évoquée dans notre n° 127, p. 59

J'AI ENCORE REVU LES EX-COLLEGUES intérimaires de la carrière. La direction prépare un « plan de sauvetage » (il y a déjà eu deux licenciements et un départ volontaire). Notre poste est occupé par des ouvriers de la boîte en CDI mais il est prévu de ne prendre que des intérimaires pour la production des palettes, big bags, etc., ce que nous faisions nous intérimaires avec la promesse d'une future embauche (qui bien évidemment n'est jamais venue). Ils ne m'ont toujours pas payé les 80 heures de nuit qu'ils me doivent ainsi qu'à un autre collègue et je pense que l'on n'en verra jamais la couleur... Après mon déménagement en Auvergne, je vais me remettre à des boîtes d'intérims – comme il y a vingt ans – mais sans trop d'illusions. Car la situation là-bas est pire qu'ici. Je vais voir aussi s'il y a des formations rémunérées...on ne sait jamais...

F. M.

A propos du refus du travail et du sabotage

D'un camarade du Bas-Rhin (décembre 2008).

JE SIGNALE UNE LECTURE surprenante d'un article écrit par Djordje Kuzmanovic dans le recueil *Résistances au travail* sous la direction de Stéphane Bouquin (éd. Syllepse) (1). C'est un article sur le « sabotage en entreprise ». Bien qu'écrit dans un style sociologique (donc chiant), l'auteur en vient à dire que le sabotage actuellement est « un fait social, qui plus est, majeur, car indicateur central de la tendance au rejet d'un ordre socio-économique donné ...» et conclut, après avoir dit que le sabotage n'est pas marginal, que « les formes prises par le sabotage ne sont que les prémisses de mouvements sociaux plus profonds : nouvelles (les formes) s'intensifieront dans l'attente d'acteurs collectifs crédibles. C'est en ce sens que le sabotage peut être considéré comme un indicateur fort du rejet de l'ordre social ».

L'auteur cite d'ailleurs l'exemple de

(1) Collectif coordonné par Stephen Bouquin, *Résistances au travail*, éd. Syllepse, 2008.

véhicules Ford (des 4 x 4) ayant eu une série d'accidents causant la mort d'une centaine de personnes. L'enquête conclut à une série de sabotages dans la fabrication des pneus Firestone (cette boîte dut rappeler 6,5 millions de pneus).

Cet article m'a fait penser à la brochure *Refus du travail* d'Echanges (2) et à la polémique avec Reeve, obligé de se défendre avec de pauvres arguments socio-démocrates contre l'ampleur des nouvelles formes prises par la lutte. Et aujourd'hui, que dirait-il ? Enfin j'espère que l'auteur a raison sur l'intensification du sabotage à venir. Que ça bouge pour de bon ! Que l'on respire !...

Une réponse

...Je ne connais pas l'ouvrage *Résistances au travail* (...) mais nous allons nous le procurer (3) (...) Ce que tu en dis correspond à ce que j'ai toujours pensé quant au sabotage dans le travail. Effectivement, pour moi ce n'est pas un fait idéologique correspondant à une « prise de conscience », mais un fait social, conséquence inéluctable de la nature même du travail dans le système capitalise. Tout travailleur, à partir du moment où il entre dans l'entreprise (et même avant d'une certaine façon), quelle que soit son opinion et/ou son intérêt pour son travail, va « saboter » – c'est-à-dire ne pas donner exactement ce que le système attend de lui – à tout moment, car tout simplement, à un moment ou à un autre, ses propre impératifs de vie vont entrer en conflit avec l'objet impersonnel (mais intelligent) que l'on voudrait faire de lui.

L'exploitation du travail consiste pour le travailleur dans le respect d'un ensemble de règles techniques imposées par l'employeur pour qu'un fonctionne-

(2) Cette brochure est toujours disponible (en français et en anglais) mais elle est quand même datée (1978) et les positions des protagonistes ont pu évoluer. Une brochure d'Echanges plus récente traite du même sujet : *Aux origines de l'« antitravail »*, de Bruno Astarian (2005).

(3) Nous rendons compte de cet ouvrage dans ce numpéro, p. 59. Nous avons par ailleurs signalé (n° 121, p. 57) la revue *Les Mondes du travail*, animée par Stephen Bouquin, et présenté brièvement (*ibid.*, p. 68) son ouvrage *La Valse des écrous. Travail, capital et action collective dans l'industrie automobile* (éd. Syllepse, 2006).

... *...plis qui constituent ...rres,* et qui laisse entre eux un espace triangulaire ouvert en arrière, et dans lequel est logée la *fourchette,* sorte de coussinet en éventail, d'une corne plus élastique.

SABOTABLE adj. Dont on peut faire des sabots : *Bois* SABOTABLE.

SABOTAGE (*taj'*) n. m. Fabrication des sabots : *L'a... est particulièrement utile pour le* SABOTAGE. ‖ Mét. sabotier : *Apprendre le* SABOTAGE.

— Ch. de f. Opération consistant à entailler obliquement les traverses pour y fixer les coussinets ou les rails.

— Pop. Action d'exécuter un travail vite et mal.

— Impr. Acte malhonnête du typographe qui, volontairement, introduit des erreurs dans la composition ou détériore le matériel qui lui est confié.

SABOTER v. n. Faire du bruit avec ses sabots : *On l'entend* SABOTER *sur les escaliers.* ‖ Fabriquer des sabots.

— Jouer au sabot : *Un enfant qui* SABOTE *au lieu d'aller à l'école.*

— v. a. Faire vite et mal : SABOTER *son ouvrage.*

— Ch. de f. Entailler obliquement des traverses.

— Constr. Munir d'un sabot, d'une garniture le pied d'un pilot pour le préserver contre tout écrasement.

— Techn. *Saboter du drap,* Le fouler avec des sabots.

SABOTER ... de sabots

ment optimal de la « machine humaine » lui garantisse l'extraction maximale de la plus-value.

L'obéissance, le respect de ces règles n'est pas quelque chose d'absolu : la meilleure preuve en est que le respect intégral et formel de ces règles est une forme de lutte, la grève du zèle, qui paralyse totalement l'appareil de gestion quel qu'il soit.

Le non-respect absolu de la règle a un double aspect :

– d'un côté il suppose une « participation », un certain niveau d'initiative (même dans le travail le plus parcellisé), même si cette « capacité d'initiative » n'est pas reconnue ou même niée ;

– d'un autre côté, cette « participation » conduit le travailleur, consciemment ou non, à la connaissance d'une situation qui lui accorde un pouvoir dans le processus de travail, une connaissance que l'on tend à minimiser ou à nier.

Où se situe le sabotage dans l'ensemble de ce processus présent dans toute forme de travail ?

Je laisse de côté le débat idéologique qui voudrait absolument voir dans le sabotage un « acte conscient » dérivant d'une « conscience de classe » ou celui qui y mêlerait des considérations « antitechnologiques », etc. Même en dehors de tels débats, beaucoup voient dans le sabotage ou la destruction de biens matériels (machines et/ou marchandises) et/ou toute pratique matérielle (pas forcément de destruction) qui interrompt le processus de production.

Cela peut même aller, dans ses conséquences, au-delà de ce processus lui-même. Tu en cites un exemple. De tels exemples abondent, individuels ou collectifs. J'en citerai un qui n'impliquait pas de « sabotage » au sens de destruction ou de malfaçon : aux Etats-Unis, sur une chaîne de montage de l'automobile, les travailleurs prirent l'habitude de placer dans le vide des portières une simple canette vide ; la voiture en roulant faisait un bruit insolite qui fit rappeler inutilement des milliers de voitures qui ne révélèrent rien avant que, par hasard, la véritable raison fut découverte sans que quiconque puisse être incriminé.

Il ne fait aucun doute que le sabotage, au sens étroit de procédé interrompant ou ralentissant la production (il faudrait élargir cette notion car le sabotage peut concerner des secteurs où il n'y a aucune production de biens matériels), ou atteignant le produit lui-même, peuvent être interprétés comme des actes « conscients » de lutte. Ces actes peuvent être liés à une revendication précise (relayant une grève ou l'accompagnant grève) ou, à un niveau plus limité voire individuel, comme mesure de rétorsion contre un abus (par exemple, dans la période récente, un informaticien licencié laissant dans l'ordinateur un « cheval de Troie » qui se déchaînera longtemps après son départ).

Mais il faut élargir le champ de ces actions diverses mais auxquelles matériellement on peut appliquer le terme de sabotage en tant qu'acte influant et/ou perturbant directement ou indirectement toute forme de gestion d'un appareil d'une unité capitaliste de production ou non productive, c'est à dire perturbant la formation du profit. On peut bien sûr faire ici une distinction entre le sabotage proprement dit et un détournement du temps de travail ou ce que l'on appelle « refus du travail » (voir à ce sujet la brochure de Bruno Astarian *Aux ori -*

gines de l'anti-travail, publiée par Echanges).

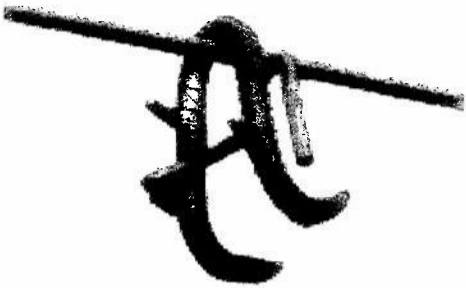
Tout d'abord, il faut évoquer tout un ensemble de faits bien connus, même s'ils ont évolué avec les techniques de production. Au temps du travail aux pièces, le métallo sur sa machine pratiquait la « perruque » pour lui-même ou pour des copains en confectionnant des pièces diverses utilisant matériel, machine et temps du patron. L'employé de bureau avait de moindres possibilités, mais faire son courrier pendant le temps de travail et le glisser dans le courrier de l'entreprise procédaient de la même démarche.

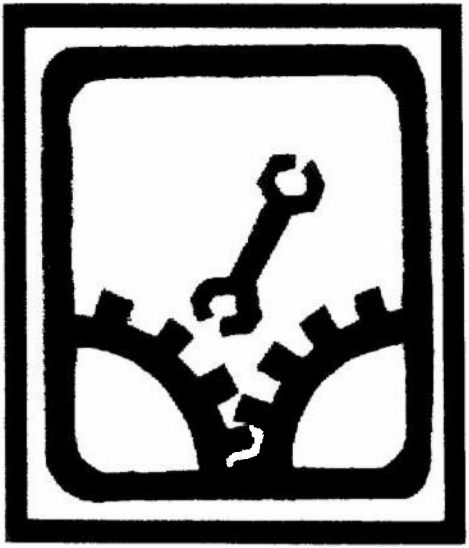
Bien sûr, l'ouvrier travaillant sur la chaîne avait peu de possibilités pour la « perruque », mais s'il avait des copains dans les ateliers d'outillage, il pouvait y avoir accès indirectement ; aujourd'hui les machines numériques ont réduit ces possibilités. A des démarches de ce type, on peut associer la récupération qui consistait à « sortir » du matériel, par exemple pour celui qui travaillait sur la chaîne les pièces concernant sa tâche ou celles que des camarades de travail manipulaient (il y avait et il y a certainement encore de véritables réseaux de circulation de pièces « sorties » de l'entreprise, y compris pour approvisionner même un marché noir, cela existerait même dans la distribution des journaux).

De même, l'employé de bureau pouvait « sortir » du matériel de bureau et si la généralisation de l'ordinateur a pu éliminer crayon, papier et autres accessoires du gratte-papier, l'utilisation de la nouvelle technique à des fins personnelles (répondre à son courrier, explorer Internet ou faire des jeux) est si répandue qu'elle a fait l'objet d'une chasse de la part de l'employeur et même de procès. De même, la caissière de supermarché, pièce maîtresse dans le réseau de distribution (son travail non seulement permet l'encaissement du prix, mais aussi la reconstitution des stocks et la gestion des approvisionnements) a toujours des moyens de « récupération », au point que dans la fixation du prix, un pourcentage correspond à des « coulages » impossibles à endiguer malgré tous les progrès techniques des contrôles.

Dans le quotidien du travail, quelle que soit la nature de ce travail et sa place dans le procès de production, s'exprime constamment le conflit fondamental dont j'ai parlé entre les règles impératives de l'intérêt patronal (de son autorité si l'on veut) et l'intérêt personnel du travailleur. Cela va même au-delà de ce que j'ai souligné sur la nécessaire « participation » qui est implicite dans le contrat de travail, et assure un fonctionnement sans heurts du procès de travail, productif ou pas.

Il est évident que la latitude pour le travailleur de moduler cette participation lui confère un pouvoir limité, certes, mais réel et l'on pourrait qualifier de « sabotage » le fait de réduire cette participation.





quelles que soient les raisons qui peuvent expliquer cette réduction. Elle peut être une opération consciente, individuelle ou collective, mais elle peut être aussi le résultat d'une simple affirmation d'un intérêt personnel que même le travailleur parfaitement intégré, satisfait de son travail et donnant toute satisfaction à son employeur peut, selon les circonstances, être amené à opposer à la règle qu'en temps « normal » il respecte strictement et intelligemment. Cet intérêt personnel peut être de simples faits de la vie courante pour lesquels le travailleur, apparemment « soumis » espère, en raison de ses « bonnes relations » avec l'employeur établies sur sa « bonne conduite » antérieure, qu'il bénéficiera d'une certaine mansuétude. Cela peut être le cas, mais cela peut aussi entraîner un conflit révélateur pour le travailleur de la véritable nature de l'exploitation du travail et constituer le départ d'une certaine forme de conscience individuelle et aussi collective, dans la mesure où cela lui fait comprendre des attitudes d'autres travailleurs. La réaction dont je viens de parler peut non seulement concerner cette « participation » escomptée du travailleur mais aussi plus directement l'application même des règles du travail.

C'est plus eu égard à ces derniers problèmes que des armées de sociologues, psychologues, ethnologues et autres spécialistes en gestion essaient de trouver la clé de toutes ces réactions et tentent de définir les méthodes de gestion qui emprisonnent toujours plus sûrement le travailleur dans un ensemble de règles ramifiées à l'infini. La chasse aux temps morts prend des formes extrêmes autant que diverses : non seulement l'augmentation des cadences, mais aussi la fixation d'objectifs excessifs ou la flexibilité dans les tâches. On ne dira jamais assez que le stress (dont on parle abondamment aujourd'hui car c'est une limite sur laquelle butent les « chercheurs en productivité ») est une conséquence de l'impossibilité d'échapper aux règles imposées par le patronat.

Celles-ci font qu'aujourd'hui, il devient très difficile de développer une résistance quelconque, ce qui se traduit par un refoulement générateur de troubles psychiques ou organiques. Ce qui pourrait entraîner une radicalisation des formes de résistance et le développement du sabotage sous des formes plus concrètes et plus conscientes. On pourrait aussi penser que, trouvant dans ces faits une limite dans sa recherche constante d'accroissement de la productivité, le capital tente d'établir de nouvelles règles pour une régulation optimale qui à leur tour susciteraient d'autres réactions, voire des sabotages.

Un point spécifique mérite d'être souligné, c'est que dans le cas d'un conflit– une grève – terminé par une défaite ou une semi « victoire » avec beaucoup de frustration, il peut s'ensuivre une période de « sabotage » sous diverses formes ressortissant plus de démarches individuelles ou de petits noyaux, la « lutte continuée par d'autre moyens » mais pas du tout dans le sens auquel les syndicats pouvaient l'utiliser pour saboter un conflit.

Peut-on qualifier de « sabotage » – au sens de perturbation de l'appareil de production/gestion – des réactions individuelles ou collectives contre le système capitaliste pris dans son ensemble ? Cela peut de toute évidence s'appliquer à des actions visant à perturber/ détruire soit certains éléments dans le procès de production, soit les bases de l'appropriation des biens ou des marchandises : l'éventail en est particulièrement large, depuis le blocage ou la destruction des moyens de communication, jusqu'au squat, la récupération de la marchandise individuelle ou collective, le piratage Internet, etc. Mais on pourrait aussi considérer le « refus du travail » comme une forme de sabotage dans la mesure où des individus choisissent, bien qu'ayant reçu du système une formation à un niveau ou à un autre soit d'avoir une activité qui, d'une manière ou d'une autre ne correspond pas à ce que système pouvait en espérer frustrant l'investissement mis en eux ; de plus s'ils utilisent pour ce faire les systèmes d'assistance divers mis en place afin de maintenir un certain ordre social pour ceux « qui sont dans le besoin », peut-on parler aussi de « sabotage » par détournement de ces « avantages sociaux » ?

On pourrait penser que l'apparition relativement récente de la notion de « citoyenneté » et d'« attitude citoyenne » dans une nouvelle mouture idéologique, répond précisément à cette « prise de distance » avec le système ou à l'utilisation « frauduleuse » des « facilités » qu'il accorde pour son « bon fonctionnement ». Autrement dit certains (plus nombreux qu'on ne pense ?) prennent des droits mais ne satisfont à aucune des obligations qui en seraient la contrepartie ; ce ne sont pas de « bons citoyens » au sens pris aujourd'hui par ces mots.

Il y a d'autres problèmes connexes à toutes ces formes de sabotage que j'ai évoquées. L'un d'eux est celui de leur efficacité pour l'ensemble du système productif dans la mesure où ils ne s'adressent pas seulement à une unité de production. On a pu écrire que des formes de résistance comme l'absentéisme ou la manipulation interne du temps de travail étaient infiniment plus néfastes à une entreprise, voire au système productif que les grèves. De même, le « refus du travail » par une marginalité même importante n'est-il pas inefficace dans la mesure où, mondialement, le capital peut puiser à volonté dans une immense armée de réserve qui ne cherche qu'à être exploitée à n'importe quelles conditions ?

Un autre problème est le lien éventuel entre toutes ces formes de résistance. Pas tant dans une unification ou le développement d'une forme qui inclurait tout ou partie des autres, mais dans leur impact commun sur le fonctionnement du système qui dans un développement ou un autre, effacerait les frontières pouvant apparaître aujourd'hui...

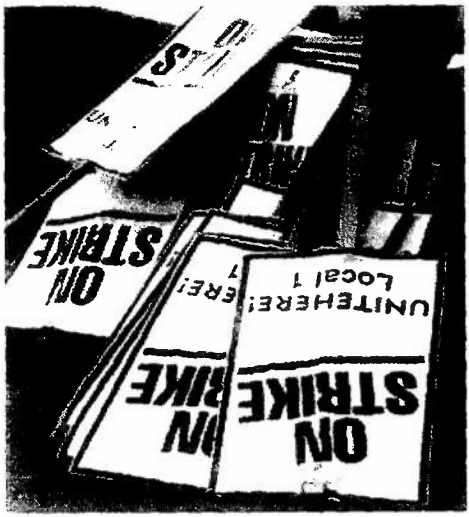
H. S.

LES MOUVEMENTS OUVRIERS ET LA MOBILITÉ DU CAPITAL

Nous poursuivons ici la traduction du chapitre 2 du livre de Beverly J. Silver « Forces of Labour. Worker's Movements and Globalization since 1870 »*, dont nous avons publié une partie dans « Echanges n° 122 (automne 2007).

◈ **Le Brésil et le Fordisme (suite)**

Le 12 mai 1978, les ouvriers de l'équipe de jour de l'usine Saab-Scania de São Bernardo pénétrèrent dans l'atelier d'outillage, mais refusèrent de mettre les machines en route. La grève s'étendit rapidement à toute l'usine, et des milliers d'ouvriers se tinrent, en silence et bras croisés, à côté de leurs machines. Depuis Scania, les arrêts de travail gagnèrent d'autres usines automobiles – Mercedes, Ford, Volkswagen et Chrysler. En l'espace de quelques jours, les ouvriers se croisèrent les bras et refusèrent de travailler dans toutes les usines les plus importantes. Rappelant les grèves américaines des années 1930 et les vagues de grèves en Europe de l'Ouest de la fin des années 1960, ces mouvements furent surtout des grèves sur le tas : les ouvriers se rendaient à l'usine tous les jours, mangeaient à la cantine, mais refusaient de travailler (1). Ils se terminèrent par d'importantes victoires pour les ouvriers, y compris des augmentations substantielles et la reconnaissance de nouveaux syndicats indépendants (sans liens avec les syndicats officiels subventionnés par l'Etat). Des employeurs résolument opposés aux syndicats durent négocier avec de nouveaux syndicats indépendants et signer des conventions collectives.



* Beverly J. Silver, *Forces of Labour. Workers'Movement and Globalization since 1870*, « Cambridge Studies in comparative politics », CambridgeUniversity Press, 2003.
Beverly J. Silver est professeur de sociologie à l'université John Hopkins.

(1) Maria Helena Moreira Alves, « Trade Unions in Brazil, A Search for Autonomy and Organization », in E. C. Epstein, *Labor Autonomy and the State in Latin America*, Boston, Unwin Hunman, 1989, p. 51-52 ; HumpfreyJohn Humphrey, *Capitalist Control and Worker's Struggle in the Brazilian Auto Industry*, 1982, Princeton University Press, p. 166).

Les multinationales de l'automobile n'acceptèrent pas leur défaite et menèrent bataille pour réprimer les grèves et éliminer les syndicats des usines. Ils croyaient que la victoire des ouvriers en 1978 était due à leur manque de préparation plutôt qu'à la force des ouvriers. Mais la répression n'aboutit qu'à un changement de tactiques : de la confrontation à grande échelle on passa à de plus petites (mais très perturbatrices) manifestations dans les ateliers (ralentissements, grèves ponctuelles et absence générale de coopération avec le management). Ces tactiques rappelaient celles utilisées dans la vague de grèves d'Europe de l'Ouest à la fin des années 1960 et au début des années 1970, qui provoquèrent une perturbation maximale, pour un coût minimum pour les ouvriers.

Dès 1982, les principaux employeurs avaient admis que la syndicalisation était inévitable, comme l'implication du syndicat dans la gestion de l'atelier et les augmentations. Ford fut le premier à penser que le maintien de la discipline dans l'atelier requérait la promotion d'un « syndicalisme responsable ». En 1981, Ford reconnut les comités d'usine composés d'ouvriers élus dans les ateliers et liés aux syndicats indépendants, ainsi que leur droit à négocier avec la direction sur tout ce qui concernait et gênait les ouvriers (2). Volkswagen (VW) tint le coup plus longtemps, mais fut obligé, dès 1982, de reconnaître les syndicats indépendants et d'accepter des comités d'usine semblables à ceux de Ford.

(2) John Humphrey, « Economic Crisis... », *op. cit.*, p. 25 ; John Humphrey, « Japanese Production Management and Labour Relations in Brazil », *The Journal of Development Studies*, 30 (1) octobre 1993, p. 103, 111-112.

A l'apogée du mouvement, en 1987, les grèves mobilisaient 9 millions d'ouvriers (3). Pendant quatre ans, de 1985 à 1988, les salaires industriels réels dans le Grand São Paulo augmentèrent de 10 % en moyenne (4). Ainsi le mouvement de grèves rendit-il inefficace le plan gouvernemental anti-inflationniste inspiré par le FMI (5). Le nouveau mouvement syndical joua aussi un rôle actif en poussant à une plus large démocratisation, en particulier au sujet des clauses à inclure dans la nouvelle Constitution. Cette dernière (adoptée en 1989) donnait aux travailleurs le droit de faire grève, de former des syndicats indépendants et de s'organiser sans interférence de l'Etat. Elle garantissait aussi le droit de représentation à l'atelier. Comme l'a fait remarquer Margaret Keck (6), l'« attention accordée aux problèmes du travail à l'Assemblée constituante... est révélatrice de l'évolution de l'influence politique des travailleurs au Brésil ».

Mais il est très révélateur que le mouvement ouvrier n'ait pas réussi à obtenir l'une des clauses pour laquelle il s'était battu : l'incorporation dans la Constitution de garanties de sécurité de l'emploi. Et en fait, dans les banlieues de São Paolo où l'industrie automobile s'était concentrée, les mouvements ouvriers ont été progressivement minés car les nouveaux investissements sont allés ailleurs et les emplois intéressants ont été détruits. Pen-

(3) Maria Helena Moreira-Alves, « Trade Unions in Brazil... », *in* E. C. Epstein, *op. cit.*, p. 67.
(4) Service de renseignements économiques, 1990
(5) Moreira-Alves, « Trade Unions in Brazil... », *in* E. C. Epstein, *op. cit.*
(6) Margaret Keck, « The New Unionism in the Brazilian Transition », *in* Alfred Stepan, *Democratizing Brazil : Problems of Transition and Consolidation*, 1989, New York, OxfordUniversity Press.

dant au moins dix ans, du milieu des années 1980 au milieu des années 1990, le Brésil ne fut plus un site d'investissement privilégié, puisque les nouveaux investissements des multinationales de l'automobile s'asséchaient (7). Au milieu et à la fin des années 1990 – surtout après la victoire de Cardoso aux élections présidentielles de 1994 –, les investissements étrangers recommencèrent à alimenter l'industrie automobile brésilienne. Mais les entreprises automobiles étrangères se développèrent à l'extérieur de São Paolo/São Bernardo, bastion traditionnel du syndicat des métallurgistes.

Au milieu des années 1990, on assistait à d'importants nouveaux investissements dans l'Etat du Rio, du Minas Gerais et dans le nord, parallèlement à des licenciements massifs dans les usines situées dans les bastions du mouvement ouvrier brésilien (8). A l'usine VW de São Bernardo, par exemple, le nombre d'ouvriers passa de de 40 000 en 1978 à 26 000 en 1996, et on s'attendait à voir encore baisser ce chiffre car, pendant ce temps, VW construisait de nouvelles usines sur des terrains non bâtis à Rosende (Etat du Rio) et à São Carlos. De même, Fiat construisait sa nouvelle usine au Minas Gerais, où les ouvriers n'étaient pas organisés et où les salaires étaient inférieurs de 40 % à ceux de son usine de São Bernardo.

(7) Robert Gwynne, « New Horizons ? The Third World Motor Vehicle Industry in an International Framework », *in* C. M. Law, *Restructuring the Global Automobile Industry*, 1991, Londres, Routledge, p. 75-78).
(8) James Brooke, « Inland Region of Brazil Grows Like Few Others », *New York Times*, 11 août 1994 ; « Layoffs at GM in Brazil », *New York Times*, 23 août 1995 ; Andrès Rodríguez-Pose et Glauco Arbiz, « Strategies of Waste : Bidding Wars in the Brazilian Automobile Sector », *Industrial Journal of Urban and Regional Research*, 25 (1), 2001.

A la suite de ces évolutions, le nombre d'adhérents au syndicat des métallurgistes dans la région ABC (São André, São Bernardo et São Caetano, ceinture industrielle de São Paulo), passa de 202 000 en 1987 à 150 000 en 1992 et à 130 000 en 1996 (9).

◈ **Afrique du Sud.** Comme le Brésil, mais de façon moins spectaculaire, l'Afrique du Sud devint un site propice aux investissements des multinationales de l'automobile à la fin des années 1960 et dans les années 1970. Durant la fin des années 1950 et au début des années 1960, les capitaux étrangers avaient évité l'Afrique du Sud. Les mouvements de libération nationale montaient en puissance sur tout le continent, et les manifestations de masse contre la mise en œuvre des lois de l'apartheid se multipliaient, y compris au moyen d'injonctions à « ne pas venir » organisées en 1957, 1958, 1960 et 1961 par le Congrès des Syndicats sud-africains (SACTU).

Et pourtant, les investissements étrangers connurent un boom à la fin des années 1960, après que le gouvernement nationa-

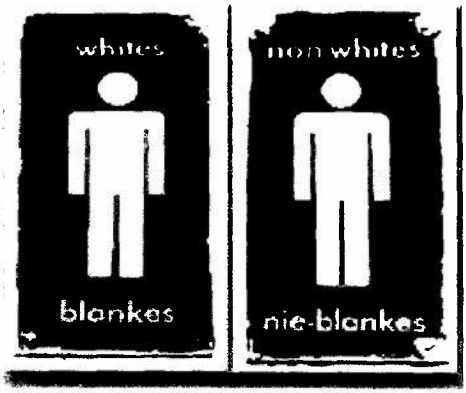
(9) DIEESE (Subsection of Sindicato dos Metalurgicos), *Rumos do ABC : A Economia do Grande ABC na VisaõdosMetalurgicos, São Bernardo do Campo*, 1995, p. 44 ; Keith Bradsher, « In SouthAmerica, Automakers See one Big Showroom », *New York Times*, 25 avril 1997, D1 ; David Sedgwick, « VW, Supliers Work Side by Side, Seek Big Gains in Productivity, at "Factory of the Future" in Brazil », *Automotive News*, 9 juin 1997, p. 3 ; « Automakers Stampede to Build Plants in Brazil », *Automotive News*, 25 novembre 1996, p. 9 ; entretiens de l'auteur avec le directeur des Ressources humaines de VW à São Bernardo et le directeur du Syndicat des métallurgistes d'ABC, 13 juin 1996.

liste eut prouvé qu'il était capable d'écraser l'opposition et, en outre, d'émettre une législation raciste et répressive qui assurait un flux régulier de main-d'œuvre bon marché. Comme l'observait en 1972 un article de *Fortune*, les investisseurs étrangers considéraient l'Afrique du Sud comme une « mine d'or » :

> « Un de ces rares endroits reposants où les profits sont importants et les problèmes peu importants. Les capitaux ne sont pas menacés par l'instabilité politique ou les nationalisations. La main-d'œuvre est bon marché, le marché est en plein essor, la monnaie est forte et convertible (10). »

Entre 1965 et 1969, il entrait chaque année en Afrique du Sud 308 millions de dollars net ; et entre 1970 et 1976, ce flux enfla jusqu'à atteindre une moyenne de 1 milliard de dollars par an (11). L'industrie des véhicules à moteur était l'une des cibles principales de ces capitaux. De 1967 à 1975, l'industrie automobile connut une croissance annuelle de 10,3 % (12).

Un important prolétariat urbain noir se forma, concentré dans des emplois semi-qualifiés dans des industries de production de masse. Le nombre de Noirs employés dans l'industrie manufacturière doubla entre 1950 et 1975. Et tandis que les lois de l'apartheid réservaient les emplois qualifiés et les bonnes situations salariées aux



travailleurs blancs, les emplois semi-qualifiés stratégiques étaient presque tous occupés par des Noirs.

Comme au Brésil, ce nouveau prolétariat devint l'épine dorsale d'une vague de militantisme ouvrier dans les années 1970 et au début des années 1980. Les premiers signes du changement dans l'équilibre du pouvoir de classe fut la vague de grèves de 1973 centrée dans les usines de Durban et qui fit voler en éclats plus de dix ans d'apathie ouvrière. La plupart de ces grèves furent victorieuses et les ouvriers obtinrent d'importantes augmentations ; les adhésions aux syndicats noirs (illégaux) nouvellement formés se multiplièrent rapidement. Et pourtant, ni l'Etat ni les employeurs ne se résignèrent à ces victoires.

En vérité, pendant toute la décennie 1970, les employeurs, soutenus par l'Etat, s'acharnèrent dans leur opposition à la reconnaissance des syndicats. L'association des employeurs de la métallurgie conseilla à ses membres d'appeler la police « à tout moment s'il semblait que la loi et l'ordre soient menacés » (13). Et dans pratique-

(10) J. Blashill, « The Proper Role of US Corporation in South Africa », *Fortune*, juillet 1972, cité par Ann et Neva Seidman, *South Africa and US Multinational Corporations*, Westport, Lawrence Hill, 1977, p.76.

(11) Lawrence Litvak, Robert De Grasse et Kathleen McTigue, *South Africa : Foreign Investment and Apartheid*, Washington Dc, Institute for Political Studies, 1978, p. 40.

(12) Litvak, *ibid.*, p. 24 ; Myers III, Desaix, *US Business in South Africa : The Economic, Political and Moral Issues*, Bloomington, Indiana University Press, 1980, p. 256.

(13) Gay Seidman, *Manufacturing Militance : Workers' Movements in Brazil and South Africa, 1970-1985*, Berkeley, University of California Press.

ment tous les conflits, on appela la police, on arrêta des grévistes, on bannit des dirigeants syndicaux, on licencia des ouvriers et on les obligea à quitter les zones urbaines. Mais la répression, qui « dans le passé s'était avérée très efficace pour étouffer les tendances à la syndicalisation des Noirs », ne réussit pas à miner les syndicats indépendants dans les années 1970 (14). Étant donné « l'environnement politique hostile », le fait que les nouveaux syndicats aient pu survivre aux années 1970 fut, en soi, d'après Maree (15), « une réussite de première importance ».

Le mouvement ouvrier ne se contenta pas de survivre, il forçat aussi le gouvernement à repenser sa politique sociale répressive. Gay Seidman (16) a même suggéré que « les grèves de 1979 de l'industrie automobile dans la partie est du Cap furent le coup décisif qui contraignit l'Etat à légaliser les syndicats sans discrimination raciale ». Ces grèves « semblèrent annoncer une nouvelle vague incontrôlable d'actions dans l'industrie, que l'on ne pouvait empêcher qu'en ouvrant aux syndicats des voies légales pour exprimer les exigences des ouvriers. »

En 1979, la légalisation des syndicats Noirs fut suivie par la vague de grèves la plus longue et la plus importante dans l'histoire sud-africaine. Le nombre d'accords de reconnaissance des syndicats passa de cinq en 1979 à pas moins de quatre cent trois en 1983 (17). En 1985, les syndicats indépendants se fédérèrent pour former le Congrès des Syndicats sud-africains (Cosatu) qui, dès la fin des années 1980, fut surnommé « le mouvement syndical à la croissance la plus rapide du monde » (18).

Comme au Brésil, la vague de grèves sud-africaine démontra que cette nouvelle classe ouvrière avait un fort pouvoir de négociation sur le lieu de travail ; elle exploita efficacement sa position au sein d'une division du rravail technique et complexe. Ce pouvoir de négociation n'était nulle part aussi visible que dans l'industrie automobile, dont les ouvriers étaient en première ligne dans la lutte de classe à l'usine au début des années 1980 (19).

En effet, entre 1979 et début 1986, les grèves en Afrique du Sud, dans les secteurs métallurgie et automobile, furent responsables de 30 % des journées de travail perdues pour fait de grève (20). Alors que certaines grèves étaient des conflits à grande échelle concernant des milliers de travailleurs (par exemple en 1980 chez Ford, VW, Datsun et BMW : en 1981 chez Leyland ; et en 1982 chez Ford et GM), d'autres impliquaient l'utilisation de tactiques perturbatrices mais modérées telles que des ralentissements et de petites grèves limitées à des secteurs clés dans les usines. Par exemple, lors d'une grève chez Volkswagen en 1984, les ouvriers ne cessèrent de travailler que dans l'atelier peinture, mais

(14) Mark Beittel, « Labor Unrest in South Africa », unplished manuscript, 1989, p. 3.

(15) Johann Maree, « The Emergence, Struggles and Achievments of Black Trade Unions in South Africa from 1973 to 1984 », *Labour, Capital and Society* 18 (2), novembre 1985, p. 294.

(16) Gay Seidman, *Manufacturing Militance…, op. cit.*, 1994, p. 185.

(17) Johann Maree, *The Emergence…, op. cit.*, 1985, p. 297.

(18) Ingrid Obrery, « Cosatu Congress : Unity in Diversity », *Work in Progress (South Africa)*, août-septembre 1989, p. 34.

(19) Les mineurs possédaient aussi un fort pouvoir de négociation sur le lieu de travail. Ils travaillaient dans une industrie de plus en plus mécanisée et, dès le milieu des années 1980, s'étaient retrouvés en tête du mouvement ininterrompu d'agitation ouvrière.

(20) Gay Seidman, *Manufacturing Militance…, op. cit.*, 1994, p. 37.

en raison de la position stratégique de celui-ci dans l'organisation de l'usine, celle-ci dut complètement fermer pendant cinq jours. Elle rouvrit lorsque la direction accepta de répondre aux exigences du syndicat (21).

Ce mouvement de grève était d'autant plus impressionnant qu'il se déroulait dans un contexte de profonde récession dans l'industrie automobile et dans l'économie en général. Comme au Brésil, les licenciements massifs ne découragèrent pas le militantisme des ouvriers. Au contraire, leurs revendications se reconcentrèrent sur les problèmes de sécurité au travail ; on vit se multiplier les grèves pour protester contre les entreprises qui refusaient de prendre ces problèmes en considération. De plus, comme au Brésil, les nouveaux syndicats sud-africains progressèrent en obtenant des accords qui reconnaissaient le droit des délégués syndicaux à être consultés au sujet des décisions importantes pour la marche des usines, y compris l'embauche et le licenciement (22).

L'expérience des années 1980 en Afrique du Sud et au Brésil contraste fortement avec celle des années 1950 et 1960. Dans les deux pays, pendant cette première période, un mouvement ouvrier militant (sans base solide dans l'atelier) avait succombé à la répression de l'Etat, tandis que dans les années 1980, les arrestations et autres formes de répression eurent tendance à attiser le feu militant plutôt qu'à le noyer. Dans un résumé de l'année 1988, Obrery et Singh (23), dressant l'inventaire de la répression massive des travailleurs par l'Etat sud-africain, en sont venus à cette conclusion : « Le militantisme et la colère de la base ne semblaient pratiquement pas affectés par des années de répression syndicale et d'état d'urgence. » Et de fait, le mouvement ouvrier se montra plus capable de soutenir l'assaut contre les activités anti-apartheid dans la seconde moitié des années 1980 que les groupes communautaires et politiques auxquels ils appartenaient. Le Cosatu se vit propulsé dans le rôle de leader du mouvement anti-apartheid, apportant ainsi « une perspective nettement classe ouvrière » au problème de libération nationale (24).

Puisque la répression échouait à contenir les travailleurs, les capitaux commencèrent à quitter l'industrie automobile sud-africaine. Les ventes de voitures produites sur place connurent leur apogée en 1981 (25). Dès la fin des années 1980, les multinationales de l'automobile avaient retiré une grande partie de leurs capitaux d'Afrique du Sud. Comme l'a noté Gwynne (26) : « Alors qu'on a insisté sur les facteurs politiques [campagne anti-apartheid], le ... retrait de Ford et de GM d'Afrique du Sud [avait] une base écono-

---

(21) Roger Southall, « Monopoly Capitalism and Industrial Unionism in the South African Motor Industry », *Labour, Capital and Society*, 18 (2), novembre 1985.

(22) Jon Lewis et Estelle Randall, « The State of the Unions », *Review of African Political Economy*, 35, mai 1986, p. 71-73 ; Johann Maree, *The Emergence...*, *op. cit.*, 1985, p. 12.

(23) Ingrid Obrery et Sharren Singh, « A Review of 1988 : Labour », *Work in Progress (South Africa)*, novembre-décembre 1988.

(24) Ingrid Obrery, « Cosatu Congress : Unity in Diversity », *op. cit.* ; voir aussi Glenn Adler et Eddie Webster, *Trade Unions and Democratization in South Africa, 1987-1997*, New York, St Martin's Press.

(25) Philip Hirschsohn, « South Africa : The Struggle for Human Resource Development », *in* Thomas Kochan *et al.*, *After Lean Production*, NY, Cornell University Press, 1997, p. 233.

(26) Robert Gwynne, « New Horizons ?... », *op. cit.*, p. 50.

mique considérable. » En remplacement de la production locale, des quantités croissantes de véhicules finis envahirent le marché sud-africain en provenance du monde entier dans les années 1990 (27).

◈ **La Corée du Sud**. Le « miracle économique » sud-coréen chevauche à la fois sur le déclin du « miracle économique » brésilien et sur le « miracle économique » sud-africain. En 1973, le gouvernement sud-coréen décida que l'automobile était une des industries prioritaires dans son programme de développement. Tandis que la production et l'emploi dans les industries légères progressèrent rapidement dans les années 1970, l'industrie automobile ne décolla qu'au début des années 1980 (c'est-à-dire au moment où les industries brésilienne et sud-africaine se distinguaient par leur militantisme ouvrier, leur syndicalisation et leurs salaires en hausse). Comme le Brésil et l'Afrique du Sud à l'époque de l'accélération de la production automobile, en Corée du Sud un régime autoritaire interdisait les syndicats indépendants et la grève, arrêtait les militants ouvriers et les mettait sur une liste noire, et favorisait une politique de bas salaires et des conditions de travail dures et despotiques. Au début des années 1980, « les organisations ouvrières n'avaient aucun espace légitime pour agir, et le mouvement ouvrier était apparemment réduit à l'apathie (28) ».

Cet environnement parut très attractif aux trois conglomérats nationaux que le gouvernement avait autorisés à produire des voitures (Hyundai, Kia et Daewoo) ainsi qu'à leurs partenaires multinationales (Mitsubishi, Ford/Mazda et GM/Isuzu). La production d'automobiles sud-coréenne fut multipliée par huit en sept ans à peine, passant de 123 135 unités en 1980 à 980 000 en 1987 (29).

---

(27) Cargo Info, « Motor industry turnaround impacts on Durban port », *Cargo Info : Freight and Trading Weekly (South Africa)*, 31 janvier 1997.

(28) Hagen Koo, « The State, *Minjung*, and the Working Class in South Korea », *in* Hagen Koo dir., *State and Society in Contemporary Korea*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1993, p. 149 et 161 ; et aussi Ronald Rodgers, « Industrial Relations in the Korean Auto Industry : The Implications of Industrial Sector Requirements and Societal Effects for International Competitiveness », *in* F. C. Deyo dir., *Social Reconstructions of the World Automobile Industry*, New York, St Martin's Press, 1996, p. 105-110 ; Ezra F. Vogel et David L. Lindauer, « Toward a Social Compact for South Korean Labor », *in* col., *The Strains of Economic Growth : Labor Unrest and Social Dissatisfaction in Korea*, Cambridge, Ma, Harvard University Press, 1997, p. 989-9 ; Hagen Koo, *Korean Workers : The Culture and Politics of Class Formation*, Ithaca, Cornwell University Press, 2001.

(29) Robert Wade, *Governing the Market : Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization*, Princeton University Press, 1990, p. 309-212 ; AAMA (American Automobile Manufacturers Association), *World Motor Vehicle Data, 1996 Edition*, Detroit, 1995, p. 60 ; Bloomfield 1991, p. 29.

Les multinationales américaines et japonaises entrèrent en Corée par l'intermédiaire de filiales communes. En 1981, GM obtint 50 % du capital de Daewoo. Grâce à cette participation, GM commença à vendre, sous le nom de Pontiac Le Mans, une voiture bon marché fabriquée en Corée. En 1985, un accord entre GM et Daewoo imposait à cette dernière de fournir des starters et des alternateurs aux usines GM du monde entier. En 1986, Ford acquit pour 30 millions de dollars 10 % des actions de Kia et ouvrit une succursale coréenne de son Agence pour le développement commercial de Ford International, afin de disposer en Corée du Sud de sources de composants automobiles (30). Dès les années 1980, « une ceinture industrielle d'industrie lourde », y compris aciéries, construction navale et automobile, « s'étirait sur 60 km le long de la côte d'Ulsan, avec des centaines de milliers de nouveaux ouvriers recrutés dans tout le pays (31) ».

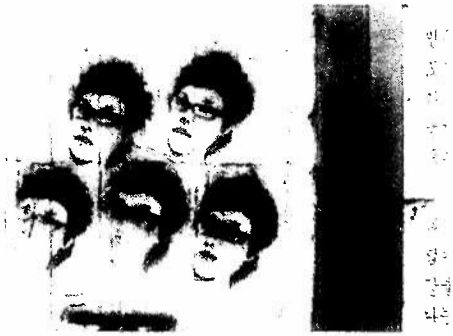
Le 12 août 1987, alors que la production sud-coréenne atteint un million d'automobiles par an (et dépasse la production brésilienne), le *New York Times* rapporte « qu'une vague d'agitation ouvrière balaye actuellement ce pays ... Cette agitation a fermé des usines dans les plus grands conglomérats du pays, y compris Hyundai, Daewoo, Samsung, Lucky-Goldstar. Hyundai Motors, qui fabrique la célèbre Excel, a réglé un conflit social qui avait fait fermer son usine, mais dit que des troubles sociaux chez ses fournisseurs ont forcé l'entreprise à interrompre ses exportations de voitures pour le moment. »

Le 18 août 1987, le *New York Times* titre à la une « Les ouvriers s'emparent des usines Hyundai en Corée du Sud » et on rapporte que :

> « Plus de 20 000 ouvriers ont escaladé une barrière et occupé les bâtiments de l'usine et un chantier de construction navale appartenant au groupe Hyundai ... C'est Hyundai qui a été le plus touché des grands conglomérats. Au cœur de la lutte se trouve la volonté des ouvriers de former leurs propres syndicats. Hyundai maintient depuis longtemps une position anti-syndicale dure et, jusqu'aux troubles récents, les travailleurs de Hyundai n'avaient pas de syndicat. »

Et puis le 20 août 1987, huit jours seulement après le premier reportage, le *New York Times* publiait une photo légendée ainsi : « Chung Ju Yung, en costume blanc, fondateur et président honoraire du Groupe Hyundai, porte un toast en honneur de l'accord passé avec les dirigeants du syndicat récemment formé à Séoul hier. » L'article qui l'accompagnait titrait ainsi : « Une entreprise sud-coréenne accepte de reconnaître un syndicat. »

Au début, les victoires des travailleurs furent rapides et saisissantes et se soldèrent par la création de nouveaux syndicats indépendants du gouvernement et des em-



(30) Robert Gwynne, « New Horizons ?... », *op. cit.*, 1991, p. 73-74.
(31) Ezra F. Vogel et David L. Lindauer, « Toward a Social Compact... », *op. cit.*, 1997, p. 106.

ployeurs. Les ouvriers de l'industrie lourde d'Ulsan [*où se trouvent les usines de Hyundai*] obtinrent des augmentations de salaire allant de 45 % à 60 % ou plus au cours des deux années suivantes, « car la direction essayait d'acheter la paix et de garder le contrôle » (32). Néanmoins, comme lors des premières vagues de grèves et victoires ouvrières au Brésil et en Afrique du Sud, les producteurs d'automobiles coréens ne s'adaptèrent pas au nouvel équilibre des relations capital/travail. « La direction... n'arrivait pas à se défaire de l'idée que l'éviction des fauteurs de troubles la débarrasserait de ce cancer. » Les employeurs avaient tendance à attribuer la vague de militantisme ouvrier au travail d'agitateurs extérieurs, et particulièrement aux étudiants radicaux. Le gouvernement sud-coréen, qui avait d'abord évité de réprimer les grèves en 1987, réagit sévérement à l'agitation ouvrière de 1989-1990. On résista aux syndicats en invoquant des négociations collectives « de mauvaise foi », en réprimant les militants ouvriers (licenciements, arrestations, kidnappings) et en utilisant les paramilitaires pour casser les grèves (33).

Cependant, comme dans le cas brésilien, il ne fut pas possible de réprimer complètement le mouvement ouvrier. Selon Ezra Vogel et David Lindauer (34), même si les grèves étaient partiellement contenues, « on s'aliéna encore plus les grandes masses d'ouvriers et de citoyens ordinaires qui s'opposaient à la répression. » De plus, l'expérience coréenne mit en évidence la vulnérabilité de la production de masse, en raison non seulement des perturbations dues à l'action directe des ouvriers, mais aussi des contre-mesures répressives prises par les employeurs et les Etats. En 1990, lors d'une grève chez Hyundai Group, les ouvriers d'une chaîne automobile décrivirent les incidents suivants :

> « "D'abord, un petit nombre d'ouvriers [de Hyundai Motors] bloquèrent la route [par solidarité avec les ouvriers grévistes du chantier naval Hyundai]", indique Roh Sang Soo, un jeune ouvrier de la chaîne ... "Puis la police a envoyé des gaz lacrymogènes dans le site alors que nous y travaillions. Nous ne pouvions pas travailler... A ce moment-là, je me trouvais sur la chaîne Excel. J'ai senti les gaz lacrymogènes. Je suis sorti de l'usine et j'ai rejoint la manifestation" ... Ceux qui vinrent travailler le lendemain furent aussi gazés. "Nous ne pouvions pas travailler à cause des gaz", raconte Lee Sang Hui, ouvrier sur la chaîne. "*Si une seule personne est empêchée de travailler, toute la chaîne s'arrête*. Je n'ai fait que me mêler à la manifestation, chanter et applaudir (35)." » *[souligné par l'auteur.]*

Les ouvriers réagirent aussi à la répression en adoptant des formes de protestation plus réduites et moins ouvertes, mais non moins gênantes. Ralentissements, sabotages et refus des heures supplémentaires causèrent des pertes de production importantes chez Hyundai au début des années 1990, car ces derniers avaient beaucoup investi dans des équipements de pointe essentiels. La position dure de Hyundai Motors aggravait « d'autres problèmes

---

(32) Vogel et Lindauer, *ibid.*, p. 108.

(33) Donald Kirk, *Korean Dynasty : Hyundai and Chung Ju Yung*, New York, M. E. Sarpe, 1994, p. 228 ; Hagen Koo, « The State... », *op. cit.*, 1993, p. 158-159 ; Ezra F. Vogel et David L.Lindauer, « Toward a Social Compact... », *op. cit.*, 1997, p. 93 et 110)

(34) *Ibid.*, p. 110.

(35) Donald Kirk, *Korean Dynasty... :*, *op. cit.*, p. 246.

subjectifs et moins facilement quantifiables » (36).

L'une des réactions les plus courantes aux grandes vagues d'agitation ouvrière est l'automatisation. Il est significatif qu'exactement un an après le début des grèves de 1987 à Ulsan, le Groupe Hyundai ait ajouté une nouvelle entreprise à leur conglomérat : Hyundai Robot Industry (37). De plus, les producteurs d'automobiles coréens se transformèrent en multinationales à toute vitesse. A la suite d'une enquête sur les projets de construction d'usines d'automobiles coréennes dans le nord-est du Brésil, en Ukraine et en Pologne (Daewoo) : en Chine (Hyundai) ; et en Indonésie (Kia), *Automotive News* conclut que les entreprises appartenant à des Coréens sont « à la pointe de l'expansion internationale » (38).

En dépit de la hausse des salaires et de l'agitation ouvrière endémique, les conglomérats coréens (mais *pas* les multinationales partenaires) continuèrent à développer la production automobile *en* Corée. Tandis que les grèves et les ralentissements freinaient l'utilisation optimale des capacités, la production réelle augmenta, sur une base annuelle, d'environ 1 million de véhicules en 1987 (année de la première grande grève) à presque 1,5 million en 1991 et à plus de 2 millions en 1993 (39). Dès 1996, la capacité totale des usines coréennes avait atteint bien plus de 3 millions de véhicules et les projets d'expansion prévoyaient une capacité de production de plus de 6 millions dès 2002 (40).

La démesure de ces ambitieux projets se révéla lors de la crise financière asiatique de 1997. Mais, tant qu'elle dura, cette expansion ne fit que souligner un peu plus l'intensité et l'efficacité du militantisme ouvrier, particulièrement dans ce contexte d'hostilité permanente des employeurs à l'égard des syndicats indépendants. On atteignit un nouveau pic de militantisme ouvrier avec la grève générale de vingt jours en décembre 1996-janvier 1997, pendant laquelle les travailleurs de l'automobile jouèrent un rôle central. Provoquée par l'adoption d'une nouvelle loi réduisant encore les droits démocratiques et les droits des travailleurs, la grève générale de masse aboutit pour le gouvernement à « une reddition de facto devant la classe ouvrière ». La loi sur le travail fut amendée de telle sorte qu'elle renforça considérablement le statut juridique de la fédération de syndicats indépendants. Et l'on constate de plus en plus souvent que les employeurs se sont réconciliés avec l'idée d'une institutionnalisation des syndicats et de la négociation collective. De plus, en raison de la manière antidémocratique utilisée par le gouvernement pour faire passer ses premières lois – en secret, à l'aube et sans en avertir les partis d'opposition – la grève générale s'attira un large soutien, au-delà de la classe ouvrière. On considérait que les ouvriers luttaient « dans l'intérêt du peuple en général », en tête du combat plus large en faveur de la démocratie (41).

B. J. S.

(A suivre)

(36) Ronald Rodgers, « Industrial Relations in the Korean Auto Industry », *op. cit.*, p. 116, voir aussi Donald Kirk, *Korean Dynasty... :*, *op. cit.*, p. 257 et 262.

(37) Donald Kirk, *Korean Dynasty... :*, *op. cit.*, p. 344-345.

(38) Richard Johnson, « GM and Korea Dance a Two-Step in World's Automotive Ballroom », *Automotive News*, 9 juin 1997, p. 14.

(39) AAMA, *World Motor op. cit.*, p. 60.

(40) James B. Treece, « Warning on Overcapacity Has Korean Industry up in an Uproar », *Automotive News*, 30 juin 1997, p. 4.

(41) Hochul Sonn, « The "Late Blooming" of the South korean Movement » 1997, p. 125-128.

Praxis politique

◈ Praxis (Mainzer Straße 8, 10247 Berlin, Allemagne). Un numéro (en anglais) composé de textes inspirés pour partie par le surréalisme et le situationnisme, avec des percées politiques. Et de nombreuses présentations d'ouvrages, tant écrits qu'audiovisuels ou musicaux.
Courriel : datacide@c8.com ; site : http://datacide.wordpress.com

Allemagne

◈ Anarchisme dans les pays de langue allemande (Allemagne, Autriche et Suisse) (en anglais) dans le bulletin de la Kate Sharpley Library n° 58-59 (juin 2009).

Contre-culture

◈ *Barricata* n° 19 (été 2009), « fanzine de contre-culture antifasciste et libertaire » : 84 pages de textes ; un magazine proche des réalités des luttes dans toute la marginalité sociale de ceux qui refusent les routines du système : des entretiens – avec la rappeuse Casey (« ce qui nous apparaît comme le plus intéressant des discours, [c'est] le discours des gosses d'immigrés »), avec Eric Hazan, éditeur (la Fabrique) de *L'Insurrection qui vient...* –, un texte de Thomas Sauvadet sur les guerres des gangs, « Guerre étrange dans des villes riches » (lire p. 54) ; etc. Une revue des revues et des disques.

Revendications et communisation

◈ *Théorie communiste* n° 22 (25 février 2009) contient entre autres « La perspective de communisation » et « Revendiquer pour les salaires ».

Féministes et homosexuel(le)s

Dessin de Rom paru dans « Alternative libertaire » n° 185 (juin 2009).

◈ «La revendication du mariage [homosexuel] traduit bien la stratégie des luttes homosexuelles contemporaines s'intégrer au système sans le détruire, en faisant preuve de respectabilité », écrit *Alternative libertaire* dans son n° 185 (juin 2009) : une réflexion sur le patriarcat, la division de l'humanité en deux genres et l'exploitation de l'un par l'autre, et « la construction d'un mouvement social antipatriarcal ».

Possibilités révolutionnaires

◈ « Comité invisible : mise au point. » Cette feuille qui conclut sur les « possibilités véritablement révolutionnaires de l'époque » peut être trouvée suer le site WWW.bloom0101.org – on peut aussi en faire des copies.

◈ Polémique entre *Présence marxiste* (n° 75, avril 2009) et *J'étais, je suis, je serai* (n° 4 ,2009, Patrice Leclerc , rue Saint-Germain, 03210 Saint-Menoux) autour de cette citation de Rosa Luxembourg : « La révolution se dressera demain dans toute sa puissance avec fracas et à votre terreur... ».

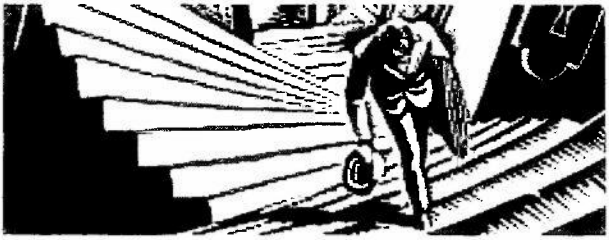
La pelle et la pioche

◈ *Les Echos du Safari, fanzine apériodique libertaire*

caennais du collectif La Pelle et la Pioche, six pages gratuites (mars 2009) « On sent monter une vague de créativité et de contestation aux aspirations libertaires sur Caen. Pas seulement libertaires d'ailleurs. La diversité des collectifs, et des thèmes qu'ils abordent, permet de toucher un maximum de monde (...) Cette diversité, ultra(gauchement)-présente (...) se résume très bien par ce terme (...) : personne n'est d'accord sur rien, et pourtant tous arrivent à œuvrer ensemble. » Se trouve sur http://subversite.anartoka.com/viewtopic.php?t=585&highlight=safari
et aussi : https://grenoble.indymedia.org/2009-03-30-Les-Echos-du-Safari-fanzine -

Syndicalisme, AIT/CNT

◈ Le passé et le présent de la section allemande de l'Association internationale des travailleurs, la Freie Arbeiterinnen- und Arbeiter-Union (FAU, Syndicat libre des travailleurs) dans une série d'article écrits par Helge Döhring, de la FAU de Brême, et traduits par Clara Palma Hermann, dont deux ont paru dans les n°s 355 (avril 2009) et 356 (mai) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole.



« Col blanc », de Giacomo Patri (1938).

◈ La Confédération nationale du travail espagnole répond aux reproches de sectarisme, de bureaucratisme ou de réformisme que les militants de ce syndicat entendent souvent au gré des luttes, des distributions de tracts ou des collages d'affiches dans un article du n° 355 (avril 2009) de son mensuel, *CNT* : « Organisés et en lutte : la CNT aujourd'hui, vue par notre syndicat ».

L'art anticapitaliste

◈ L'entre-deux-guerres-mondiales fut une période charnière tant pour l'extension de la domination du capitalisme sur l'ensemble de la société que pour la généralisation des oppositions à cette expansion. En art, on citera, sans prétendre à une quelconque exhaustivité, les peintres et romanciers dits expressionistes, les mouvements dada et surréaliste, le foisonnement créatif en Russie (le formalisme avec Viktor Chklovski, le suprématisme avec Kazimir Malevitch, le LEF, Front gauche des arts, avec Vladimir Maïakovski.... sans oublier l'inclassable Evgueni Zamiatine), etc. Ce fut aussi le temps de la fulgurance du cinéma muet et des romans graphiques, des premiers pas du cinéma parlant et des bandes dessinées. Les éditions L'Echappée proposent, sous le titre *Gravures rebelles* (2008, 22 euros), une réédition de quatre de ces romans graphiques, gravures sur bois ou linoléum, présentée par George Walker : « La Passion d'un homme » du Belge Frans Masereel (1928), « Le Pélerinage sauvage » de l'Américain Lynd Ward (1932), « Col blanc » d'un autre Américain, Giacomo Patri (1938), et une séquelle d'après-guerre, « La Croix du sud » de l'Anglo-Canadien Laurence Hyde (1951).
Histoires sans paroles : « La Passion d'un homme » relate la vie d'un pauvre qui s'insurge contre la pauvreté ; « Le Pélerinage sauvage »

l'oppression urbaine et les errances d'un homme entre révolte individuelle et révoltes collectives ; « Col blanc », la prise de conscience d'un employé de bureau de la communauté de son exploitation avec les ouvriers au moment de la crise de 1929 ; « La Croix du sud », les ravages, écologiques mais surtout sociaux, des expériences américaines de la bombe H sur les habitants de l'atoll de Bikini en 1946.

Touchés

◈ « Basse Intensité » édite non seulement des CD – le dernier (n° 10, 22 avril 2009) avec musique et textes « dérangeants » –, mais aussi une brochure sur « des textes et pratiques qui nous touchent... » et « qu'on aime partager... » Basse Intensité c/o Radio Galère, 41 rue Jobin, 13003 Marseille, mailbasseintensite@riseup.net

Le travail : obsolète...

◈ La quatrième de couverture du n° 1 de *Classe prolo, la revue,* revue annuelle québeco-marseillaise, déclare entre autres que « le projet socialiste du mouvement ouvrier, organisé notamment par ses partis et syndicats, a échoué. L'idée même d'une société nouvelle fondée sur le travail et la production dans l'intérêt de tous est obsolète ». Il n'est pas sûr que ce premier numéro, consacré à la flexibilité et à la précarité, soit à la hauteur de ce propos. Il conclut en appelant à la grève générale révolutionnaire et à la lutte « pour l'émancipation de tous, pour le communisme anarchiste ».
UR CNT-AIT, Vieille Bourse du Travail, 13 rue de l'Académie, 13001 Marseille. (5,80 euros).

... à partager ?...

◈ A contrario, *Courant alternatif* intitule le dossier de son n° 191 (juin 2009) « Réoccupons les usines, réapproprions-nous la vie », en s'appuyant sur l'exemple de l'Argentine (« Une nouvelle vague de récupérations d'entreprise ? » et « Entreprises récupérées »), pour défendre l'idée d'autogestion sans prononcer le mot : « Notre vie ne doit pas être centrée sur le travail comme l'organise le salariat aujourd'hui (...). Mais on ne peut pas refuser la question de l'organisation de la production au nom d'une philosophie qui grossièrement aurait tout dit en disant : "travail = torture" (...) car cela accréditerait l'idée qu'il n'y a de place pour chacunE qu'en profitant de la production des autres, ou en imaginant que la vie ne vaut que quand chacunE se débrouille de son côté. »

ou à réinterpréter ?

◈ *Temps, travail et domination sociale,* de Moishe Postone (Mille et une Nuits), se veut une « réinterprétation de la théorie critique de Marx ». Comme le travail n'est pas l'essence de l'homme mais une institution historique, l'opposition au capitalisme ne saurait s'appuyer sur la classe des travailleurs, même redéfinie...
◈ Voir aussi « Correspondance », p. 35, et, p. 59, les notes de lecture de *Résistances au travail* et de *Gare au travail. Malaise à la SNCF.*

Un nouveau réformisme

Pour Thomas Sauvadet (auteur du *Capital guerrier : solidarité et concurrence entre jeunes des cités* (voir *Echanges* n° 121, été 2007), qui analyse pour *Barricata* (n° 19, été 2009) les guerres de gangs urbains dans le monde, ces derniers, « opposés généralement à toute autorité extérieure, ne souhaitent pas conquérir le pouvoir et sont en adéquation totale avec les valeurs d'entreprise, de compétition, de virilité, de consommation, etc., qui structurent nos sociétés urbaines, riches et "démocratiques". L'opportunisme est la règle, même lorsque des chefs de gang disent le contraire (...) il n'y a pas d'ennemi bien défini, le monde entier est pris pour cible à partir du moment où ça rapporte, ou à partir du moment où il le faut pour survivre. » L'argent est le seul étalon et la société se militarise de plus en plus...

« On ne s'en sortira pas, écrit le jeune sociologue, tant qu'on ne s'attaquera pas aux causes profondes du problème, avant tout économiques (...) les problèmes concernent : 1) la pauvreté relative ou l'idée que l'on vaut forcément moins que son voisin si l'on dispose de moins d'argent ; 2) la pauvreté absolue ou la constatation d'un manque de ressources concernant les besoins primordiaux. »

« Pour s'en sortir, affirme-t-il, il ne faut pas rompre radicalement avec les principes de propriété privée (comment interdire à tous de posséder quoi que ce soit ?), d'accumulation (comment interdire à tous de vouloir posséderdavantage ?) et de compétition (comment interdire l'esprit de compétition ?) du capitalisme, mais les orienter juridiquement vers la prise en compte de l'intérêt général, en contrôlant leur marge de liberté afin de faire prévaloir l'être sur l'avoir, la solidarité sur la compétition, le durable sur le court terme. »

Dessin de Gil pour « Barricata » n° 19.

Thomas Sauvadet pose ainsi d'une certaine manière la question du communisme, qu'il juge impossible puisque l'humanité ne peut dépasser les notions de propriété privée (laquelle concernerait d'ailleurs les « moyens de production », et non « quoi que ce soit »), l'accumulation et la compétition, pour vivre une société de partage et de solidarité. Pour cela, pense-t-il, il faudrait « interdire » ; curieux emploi d'un verbe coercitif, utilisé ici de façon dévalorisante, alors qu'est pronée une coercition « douce », en quelque sorte, menée par un « pouvoir étatique » « de (vraie) gauche » qui « oriente » et « contrôle ».

Si nous les citons et nous y attardons, c'est qu'ils sont publiés par un « fanzine » qui se dit « de contre-culture »et « libertaire ». Bel exemple de confusion...

F. M.

Pour l'émancipation

◈ *Régénération contre toutes les oppressions, contre toute servitude,* « trimestriel de culture pratique pour l'émancipation » (Association Germinal, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, 75009 Paris.

Capitalisme vert ?

◈ « Un "capitalisme vert" est-il possible ? », par Alain Bihr, dans *A Contre Courant* n° 204 (mai 2009) : « Le capitalisme est structurellement incapable de satisfaire aux conditions fondamentales d'une solution globale de la crise écologique ; et, en ce sens, un "capitalisme vert" est une contradiction dans les termes ».

Civilisationnisme

◈ « Eléments d'histoire de la gauche en France : le "civilationnisme" de la Gauche expansionniste et colonialiste », dans *A contre Courant* n°s 203 (avril 2009) et 204 (mai 2009).

Bilan de la RAF

◈ A l'occasion d'un Festival du film subversif à Zagreb en 2008, Karl-Heinz Dellwo, condamné à vingt ans de prison en Allemagne pour ses activités dans la Fraction armée rouge allemande (RAF), a dressé un bilan de la guérilla urbaine des années 1970-1980 dans un entretien paru dans la revue *Novesti*, organe de la minorité serbe en Croatie, et lors d'un exposé public en trente-deux thèses. En allemand dans le n° 216 (mai 2009) de la revue *Die Aktion*.

Joe Hill et les IWW

◈ Loren Goldner avait rendu compte, dans *Echanges* n° 111 (hiver 2004-2005), d'un ouvrage de Franklin Rosemont, *Joe Hill. The IWW and the Making of a Revolutionary Workingclass Countercul - ture,* à l'occasion de sa parution aux Etats-Unis (éd. Charles H. Kerr, 2003).
Dans notre n° 124, p. 68, nous en avions signalé une version française sur Internet(http://poiesique.lautre.net/) En 2008, l'ouvrage est paru aux éditions CNT-RP, sous le titre *Joe Hill. Les IWW et la création d'une contre-culture ouvrière révolution - naire* (20 euros).

1919 en France

◈ « Il y a 90 ans, les manitous de la CGT sabotent la révolution » dans *Alterna - tive libertaire* n° 185 (juin 2009) : la très radicale grève des métallos de la région parisienne (300 000 à 400 000 grévistes) de juin 1919 a failli s'étendre. La direction de la CGT a alors signé son véritable tournant réformiste.

Noir et rouge

◈ « Noir et Rouge, rencontre avec Jean-Pierre Duteuil » est le troisième volet d'une série sur « trois groupes qui ont remis en question à chaque instant les dogmes, les lieux communs de leur milieu, anarchiste ou marxiste, des révolutionnaires chez les révolutionnaires » dans *Of - fensive libertaire* n° 22 (mai 2009). Les deux premiers volets concernaient Socialisme ou Barbarie (n° 20) et Informations Correspondance Ouvrières (n° 21). Rappelons que nous disposons à Echanges de copies d'un CD contenant l'ensemble des documents et publication des groupes ILO et ICO (1958-1975) (envoi contre 5 euros).

Socialisme ou Barbarie en allemand

◈ Un nouvel ouvrage universitaire sur le groupe Socialisme ou Barbarie vient de paraître en allemand : *Andrea Gabler Antizipierte Autonomie. Zur Theorie und Praxis der Gruppe »Socialisme ou Barbarie » (1949-1967)*, Offizin, 2009. Cet ouvrage revisite l'histoire des groupes Socialisme ou Barbarie et de ses avatars, ILO (Informations Liaison Ouvrières) et ICO (Informations Correspondance Ouvrières, et non Informations et Communications Ouvrières comme cité dans l'ouvrage d'Andrea Gabler), dans une perspective légèrement différente de ce qu'avait fait Philippe Gottraux dans « *Socialisme ou Barbarie* ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre* (éd. Payot Lausanne, 1997), que nous avions brièvement mentionné (sous un titre erroné) dans *Echanges* n° 86 (janvier-mars 1998), p. 52. Rappelons aussi l'anthologie de textes parus dans la revue *Socialisme ou barbarie* aux éditions Acratie dont nous avons rendu compte dans le n° 120 d'*Echanges*, p. 69.

Rosa Luxemburg et la crise de la social-démocratie

◈ En janvier 1916, Franz Pfempfert (1879-1954) publiait clandestinement aux éditions Die Aktion, *Die Krise der Sozialdemokratie*, un pamphlet rédigé par Rosa Luxemburg en avril 1915, aussi appelé *Brochure de Junius* parce que paru sous le pseudonyme de Junius. Ce nom de Junius avait été celui derrière lequel un pamphlétaire anglais s'était caché pour publier des articles dans le périodique *Public Advertiser* entre 1869 et 1872 dirigés contre l'absolutisme royal après la manifestation de Saint George's Fields, place voisine de la prison du Banc du roi où était détenu John Wilkes, un parlementaire populaire en ces années-là (Les *Lettres de Junius* ont paru en version française aux éditions Champ libre en 1977 ; tous les ouvrages de cette maison d'édition, devenue Ivrea, sont disponibles à la librairie parisienne Galerie de la Sorbonne dont l'adresse figure en p. 2 de ce numéro d'Echanges). Une première traduction française de la *Brochure de Junius*, établie par Raymond Renaud, a paru en 1934 aux éditions Nouveau Prométhée, sous le titre *La Crise de la démocratie socialiste* ; Jacques Dewitte qui, semble-t-il, ignorait la version de 1934, en donna une autre, truffée de contresens, intitulée *La Crise de la social-démocratie*, aux éditions belges La Taupe en 1970. En 1994, un cahier Spartacus (8 impasse Crozatier, 75012 Paris) avait malheureusement repris cette traduction de Jacques Dewitte (n° B150).

« *Cette semaine* » s'arrête

◈ Dans *Cette semaine* n° 98 (printemps 2009), impossible de citer la profusion d'informations sur l'ensemble des luttes de France et d'ailleurs de ceux qui n'acceptent pas la routine du quotidien mais qui se heurte à une répression de plus en plus ciblée.

Cette publication annonce sa fin : « Ce journal anarchiste tel qu'il existe depuis maintenant de nombreuses années est parvenu au bout de ses limites. C'est donc son ultime numéro. Une tentative de bilan critique qui portera une dernière fois ce nom ridicule de Cette semaine (et quelques textes habituels en rab)sortira avant la fin de l'année. »

BP 275, 54005 Nancy cedex.

http://cettesemaine.free.fr

Les éditions Altiplano viennent, en 2009, de réimprimer celle, partiellement revue selon leurs propres termes, de Raymond Renaud sous le titre *La Crise de la social-démocratie*.

Pour les lecteurs intéressés, rappelons que de nombreux écrits de Rosa Luxemburg existent en français chez plusieurs éditeurs, dont les meilleures versions ont parus aux éditions Spartacus (voir *Echanges* n° 126, p. 61), hormis *La Crise de la social-démocratie*, et que les éditions Smolny ont établi une bibliographie des écrits de Rosa Luxemburg, consultable sur leur site (www.collectif-smolny.org), ainsi que, de son côté, la librairie Le Point du jour (librairie-lpj@wanadoo.fr ; 58 rue Gay-Lussac, 75005 Paris).

Van der Lubbe en espagnol

◈ Une note de lecture de l'ouvrage de Nico Jassies, Marinus van der Lubbe et l'incendie du Reichstag, éditions Antisociales, 2004 (voir *Echanges* n° 112, p. 65), dans le n° 45 (mai 2009) de la revue barcelonaise *Etcétera* à l'occasion de sa traduction en espagnol aux éditions Alikornio en novembre 2008.

L'Holocauste à l'enseigne du Chat rouge

◈ Nous avons reçu une brochure (en italien) publiée par «All'insegna del Gatto Rosso» (Milan, courriel : redwildcat@tele2.it). La première, *A proposito della soluzione finale, L'Olacausto fu premeditato ? Un mito duro a morire, nonostante Gaza...* donne une lecture de la Shoah sous l'angle d'une analyse de classe et de ses lois économiques et politiques. Les Juifs sont devenus l'une des cibles du capital allemand confronté au problème du surplus de la main-d'œuvre produit par la crise économique de 1929, puis, quelques années plus tard, de la gestion de cette même main-d'œuvre à bas prix dans une économie de guerre. Sans oublier de faire remarquer que les juifs n'en sont pas les seules victimes, mais toutes les composantes « dérangeantes », communistes, anarchistes, syndicalistes, contestataires et roms entre autres. L'auteur analyse la contradiction principale du fascisme/nazisme, contraint de s'appuyer sur une base petite-bourgeoise tout en subordinant de la nation entière au grand capital.

Pour arriver à la fin aux politiques du lobby juif, qui s'est approprié le monopole de la culpabilité, justifiant ainsi ses actes devant une

bourgeoisie mondiale acritique, jusqu'à la tentative de pratiquer l'extermination du peuple palestinien, comme à Gaza – dernière page qui semble en fait le véritable objet de cette brochure.

Retour bordiguiste sur l'URSS

◈ Selon cette deuxième brochure (en italien) publiée à Milan «All'insegna del Gatto Rosso», l'agressivité de l'Union soviétique à l'égard du monde occidental est un mythe entretenu par les politiques occidentales. Celles-ci ont ainsi obligé l'économie russe à un énorme effort sur le plan militaire, conditionnant donc l'évolution sociale et politique de l'URSS. Le seul but de ces politiques est celui de reconquérir la totalité des marchés du bloc de l'Est.

L'auteur cite toute une historiographie, qui lui permet de justifier une absence de contradiction entre le capital américain et le capital russe. Ceux-ci, à Yalta, se sont partagé le monde en zones d'influence économiques, et non politiques. Les exemples de la répression exercée par les Russes vis-à-vis des contestataires, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de ses propres frontières, tentent de démontrer que l'URSS n'a été qu'une forme différente du capital Mais ce ne serait que depuis l'abandon du léninisme... Les révoltes hongroise et tchèque, la dissidence yougoslave, prouvent l'existence, du point de vue du prolétariat, d'un impérialisme soviétique. Jusqu'à sa désintégration due au manque de cohérence de ses choix et à l'abandon de la révolution prolétarienne. Les références bibliographiques semblent indiquer l'origine bordiguiste (non affichée) de ce texte.

Russie soviétique

◈ *Borders of Socialism. Private spheres of Soviet Russia* (Les frontières du socialisme, sphères privées en Russie soviétique) (en anglais) (Palgrave, Macmillan). C'est un ouvrage collectif dirigé par Lewis H. Siegelbaum sur la manière dont, dans un système totalitaire, les résistances se font jour dans la « sphère privée » malgré l'apparente chape de plomb de la dictature.

Nexialistes, toujours

◈ *News, infos , hard and blues,* bulletin nexialiste, nos 8 (avril 2009) et 9 (juin 2009) « se débarrasse des morts... vire les faux-culs ultra-gauche auxquels le nexialisme donne de l'urticaire ...»

Underbelly Institute c/o Vincent Dupont, 10 rue Bara, 11000 Carcassonne.

Documentazione

◈ Notizario del Centro di Documentazione di Pistoia – périodique d'information culturelle et bibliographique n° 203, 204 et 205 (en italien) (Centro di Documentazione, via Pertini, 51100 Pistoia (Italie).

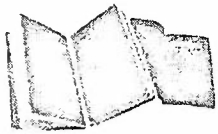
Revues

◈ *Alternative Press Index* : le recensement annoté de toutes les publications mondiales sur les luttes et les théories à leur sujet et/ou l'activité de tous les groupes impliqués –vol 40, n° 2, 2008.

Alternative Press Center , 2040 N. Milwaukee Avenue, 2d floor, Chicago, IL 60647, USA.

Résistances au travail

Ouvrage collectif
coordonné par Stephen Bouquin
éd. Syllepse, 2008



La richesse de cet ouvrage ne vient pas tant de la multiplicité de contributions inégales et de la diversité des champs explorés que – au-delà des contraintes universitaires et de son jargon obligé – de la mise en valeur de faits de la lutte de classe (souvent ignorés, souvent méprisés, parfois fustigés) et des orientations inhabituelles de recherche dans la sociologie du travail.

Ces orientations nous invitent à considérer et à relier un ensemble de faits, parfois éloignés apparemment les uns des autres, qui vont bien au-delà de la multiplicité d'attitudes individuelles passant pour subjectives mais dont l'accumulation révèle, plus que leur effet immédiat sur le processus de production, une attitude fondamentale face au travail tel qu'il est sous le capitalisme.

L'introduction situe ce problème en montrant que les transformations profondes qui ont marqué l'évolution du fordisme et ce qui pouvait passer comme la disparition des résistances d'alors à cette forme d'exploitation du travail, n'ont en fait pas éliminé ces résistances au travail. Elles n'ont fait que les transformer, et l'amenuisement des résistances collectives et du rôle des syndicats a pu entretenir l'illusion que ces résistances avaient plus ou moins disparu. Elles existent pourtant bel et bien, sous des « formes informelles mais non moins réelles ».

Plusieurs chapitres tentent une approche théorique : « Les résistances au travail entre domination et consentement », « La montée de l'individualisme et la mort du travailleur collectif dans la sociologie du travail britannique, le mythe de la fin du collectivisme ». D'autres tentent un rappel historique : « Les sublimes, figures de l'autonomie ouvrière » ou « Les résistances dans l'industrie textile dans la première moitié du XXe siècle » ou encore, plus proche de nous : « L'attitude des ouvriers professionnels de l'usine Chausson de Creil de 1950 à 1996 autour du dualisme implication-résistance ».

Les textes qui suivent relatent des situations très différentes mais dans lesquelles on trouve ce point commun de résistance à des tentatives soit d'imposer un cadre étroit de travail soit d'affirmer un pouvoir hiérarchique sur des tendances à

Gare au travail. Malaise à la SNCF

de Dominique Decèze
éd. Jean-Claude Gawsewitch
Paris, 2008

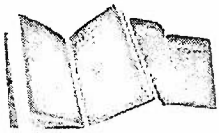
Les méfaits de la libéralisation du rail : accélération des cadences, mise en concurrence des travailleurs, flexibilité des horaires, pénibilité des tâches, pressions de l'obligation de résultat. L'auteur s'appuie sur de nombreux témoignages d'une enquête qui dévoile le quotidien des chemmots et l'incidence des risques psychosociaux.

l'autonomie. Ils concernent l'industrie nucléaire, les collectifs d'atelier, les intérimaires, les femmes de chambre et les veilleurs de nuit d'hôtels. Chaque situation a bien sûr son particularisme auquel s'adaptent les formes de résistance.

Un chapitre spécial consacré au sabotage est particulièrement bienvenu. Mais, malgré de nombreux exemples révélés par leurs conséquences, l'étude du sabotage est particulièrement malaisée, puisque cette pratique n'est jamais revendiquée (et pour cause), est rejetée, officiellement tout au moins, par les syndicats (et pour cause), minimisée par les entreprises (et pour cause, bien que le Medef l'étudie spécialement). Cet objet et son analyse déroutent quelque peu les sociologues. L'auteur de ce chapitre conclut justement que le sabotage doit être vu comme « une manifestation de rejet de l'ordre social », et il pronostique qu'il pourrait prendre une place de choix dans la lutte de classe, en raison précisément de l'enfermement des travailleurs dans l'individualisme des contraintes de l'exploitation.

La conclusion souligne que, non seulement le sabotage, mais « la question des résistances et des conduites informelles a souvent embarrassé le mouvement syndical » (pas seulement d'ailleurs mais aussi une partie du mouvement « révolutionnaire » qui n'y voit que de l'individualisme excluant toute conscience de classe). Pourtant, ces formes de résistance existent à la fois « sur le lieu de travail », « au travail » et « dans l'acte de travail ». Après avoir analysé avec pertinence les vicissitudes de la « valeur travail », Stephen Bouquin souligne dans cette conclusion que cette crise contemporaine du travail comporte des formes positives et traduisent « la volonté de mettre à distance l'étau de la subordination et de l'exploitation ». En clair, d'y échapper par tous moyens, quels qu'ils soient, dans et hors du travail, légaux et illégaux, individuels ou collectifs.

H. S.



Ceux d'en bas

de Mariano Azuela

éd. Les Fondeurs de briques, 2007

LA RÉVOLUTION MEXICAINE (1910-1920) avait été précédée de violentes luttes ouvrières pour des salaires plus élevés et une réduction du temps de travail. Plusieurs chansons populaires ont immortalisé les grèves dans les mines de cuivre de Cananea en 1906, dans l'Etat de Sonora au nord-ouest du pays, et dans l'entreprise textile de Río Blanco en 1907, dans l'Etat oriental de Veracruz, par exemple. Pourtant, peu importante numériquement, la classe ouvrière mexicaine n'a joué aucun rôle dans la révolution. Ce sont les travailleurs agricoles, majoritairement embauchés dans de grandes propriétés, qui comptaient pour les trois quarts de la quinzaine de millions d'habitants du Mexique d'alors, qui en furent les acteurs, et que Mariano Azuela (1873-1952) met en scène dans *Ceux d'en bas*.

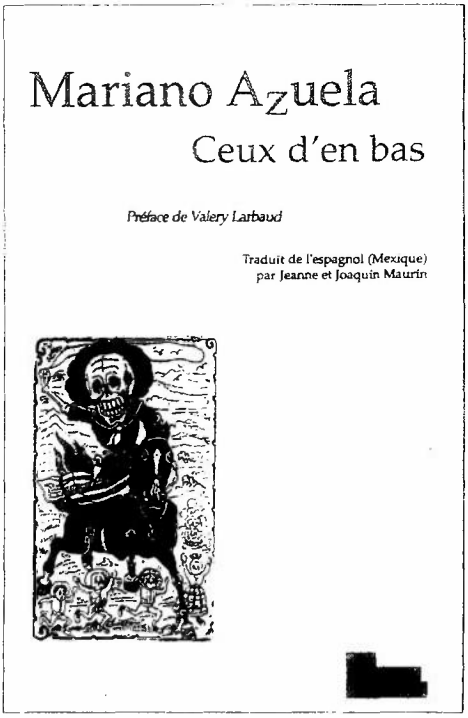
Dans un recueil posthume de divers textes, *Páginas autobiográficas*, publié pour la première fois en 1958, à ma connaissance non traduit en français, Mariano Azuela prévient, cependant, de ne pas chercher dans ce roman un document écrit à la manière d'un chroniqueur ou d'un journaliste. Les faits qui y sont relatés ayant été élaborés et reconstitués en mélangeant les gens et les événements qu'il

lui avait été donné d'observer : Valderrama, qui passe fugitivement dans les dernières pages du roman est modelé d'après un ami de l'auteur, le poète José Becerra ; Mariano Azuela lui-même a prêté certains de ses traits à Demetrio Macías, paysan, et Luis Cervantes, étudiant en médecine et journaliste, principaux protagonistes du roman.

Médecin dans l'Etat de Jalisco, à l'ouest du pays, où il était né, Mariano Azuela avait pris parti pour Francisco I. Madero (1873-1913). Celui-ci, membre d'une riche famille de planteurs et d'industriels du nord, s'était présenté en 1910 aux élections présidentielles face à Porfirio Díaz (1828-1916) qui dirigeait le pays depuis une trentaine d'années. Battu, il accusait Díaz de fraude, prenait la tête d'un mouvement multiforme qui rassembla pendant un moment déçus de la bourgeoisie naissante et de la classe ouvrière, et paysans sans terre, et parvenait à faire fuir Porfirio Díaz et s'emparer de la présidence de la république.

Après l'assassinat de Madero en 1913, Mariano Azuela devint suspect au nouveau gouvernement de Victoriano Huerta (1854-1916). Comme Demetrio Macías dans *Ceux d'en bas*, faisant partie de ceux qui n'avaient pas pu, ou su, s'échapper à temps, il était poussé à s'affilier aux rebelles. Dans l'Etat de Jalisco, seul Julián Medina avait pris les armes, très loin dans le sud, à Hostotipaquillo ; après avoir longtemps hésité, selon ses propres mots, Mariano Azuela intégrait son état-major en qualité de médecin militaire. *Ceux d'en bas* n'est donc pas non plus une simple fiction.

D'une défaite à l'autre de Guadalajara à Ciudad Juárez au sein de la faction de Pancho Villa (1876-1923), à laquelle appartenait Julián Medina, il fut poussé vers l'exil à El Paso au Texas. C'est là que fut



publié, à partir de la fin 1915 (ou du début 1916, selon les sources), *Ceux d'en bas*, dans le journal El Paso del Norte subventionné par Venustiano Carranza (1859-1920), président du Mexique entre 1914 et 1920. Peu de temps après, Vicente Villasana en donnait une nouvelle édition dans le quotidien *El Mundo* qu'il faisait paraître à Tampico.

Pendant des années, *Ceux d'en bas* est demeuré confidentiel. La participation de Mariano Azuela à l'action révolutionnaire l'avait mené rapidement à perdre toute illusion et constater que les maîtres actuels de la situation formaient un petit monde « d'amitiés factices, d'envies, de flagorneries, d'espionage, d'intrigues, de potins et de perfidies » (*Páginas autobiográficas*, éd. Fondo de cultura económica, 1974, p. 127). Sa condamnation de la vénalité des

nouveaux riches issus de la révolution, qui sous-tend le livre, n'était certes pas bonne à entendre en 1915.

Le succès ne vint que dix ans plus tard. En 1925, le public commença à s'intéresser à ce roman suite à une bruyante polémique à son entour dans les journaux. Selon l'auteur, trois de ses amis firent beaucoup pour la renommée de *Ceux d'en bas* : Rafael López, Francisco Monterde et Gregorio Ortega. Ce dernier obtint que le périodique *El Universal Ilustrado* le rééditât ; puis, peu de temps après, de voyage en Europe, il emportait une trentaine d'exemplaires de l'ouvrage qu'il présentait à plusieurs écrivains espagnols célèbres. Suite à ses démarches, une édition en était faite à Madrid saluée, entre autres, par Enrique Díez-Canedo et Giménez Caballero dans la presse espagnole.

Henri Barbusse (1873-1935) proposait d'en faire une traduction française dans sa revue *Monde*. N'ayant pu avoir accès à cette traduction, je ne saurais l'affirmer, mais je pense que c'est celle qu'a reprise l'éditeur Les Fondeurs de briques. Une note qui nous aurait éclairés à ce propos aurait pu heureusement remplacer les fantaisies de la quatrième de couverture où l'éditeur soutient que Jeanne et Joaquín Maurín ont été des révolutionnaires, et où il oppose Martín Luis Guzmán à Mariano Azuela. Le lecteur qui voudra se faire sa propre opinion sur ce sujet lira *L'Ombre du caudillo*, de Guzmán, éditions Folio. Quant à Joaquín Maurín, Victor Alba a montré sa place, plutôt modérée avant 1936, dans le mouvement marxiste en Catalogne espagnole dans son *Història del B.O.C.* (traduction partielle en français : *Histoire du P.O.U.M.*, éditions Champ libre, 1975). Par ailleurs, à la fin juillet 1936, lors du coup de force de Franco, Joaquín Maurín fut surpris en Galice, zone occupée par les franquistes, y fut fait prisonnier et n'a pas participé à la révolution espagnole ; et après son élargissement, il émigrait en 1947 aux Etats-Unis où il ne semble pas s'être distingué par quelque activité révolutionnaire.

Il aurait fallu dire, en outre, que si Les Fondeurs de briques nous offrent cette bonne traduction de *Ceux d'en bas*, nous le devons en partie, selon Mariano Azuela, à José María González de Mendoza, un autre de ses amis, qui « corrigea la mauvaise traduction qu'un écrivain catalan *[il ne peut s'agir que de Joaquín Maurín]* avait faite pour *Monde* de Paris, et participa de très près à l'édition effectuée par la maison Fourcade en France » (*Páginas autobiográficas*, éd. Fondo de cultura económica, p. 138).

J.-P. V.

Note : Le premier roman de Mariano Azuela, *Mala yerba*, publié en 1909 (ou 1908, selon les sources), qu'avait précédé une nouvelle, María Luisa, parue en 1907, a été traduit en français sous le titre *Mauvaise graine* par Mathilde Pomès, éd. Gallimard, 1933, et n'a, semble-t-il jamais été réédité depuis.

VU

Katanga Business

Film de Thierry Michel (2009)

DANS LA PROVINCE du Katanga, dans le sud-est de la République populaire du Congo, les ressources minières sont immenses : du cuivre et du cobalt, surtout. L'Etat du Congo ex-belge, devenu Zaïre sous la férule du maréchal Mobutu (1930-1997), avait créé pour les exploiter la société Gecamines. Celle-ci est confrontée à la nécessité de remettre en route des installations vétustes, après des années de guerre civile, pour faire face à la demande chinoise et indienne. Le cinéaste belge Thierry Mi-

chel (auteur de *Zaïre, le Cycle du serpent* [1992], *Les Derniers Colons* [1995], *Mobutu, roi du Zaïre* [1999], *Congo River* [2006]), a construit sur ce sujet documentaire un film passionnant, où le triangle prolétariat-capital-politique est incarné par des personnages au destin parfois tragique.

Le prolétariat, ce sont les ouvriers qui, dans les carrières délaissées par les grandes firmes, tentent de tirer pour leur propre compte du minerai de galeries mal étayées, promises à l'effondrement. La survie de ce peuple des « creuseurs » est soumise aux fluctuations des cours internationaux comme aux décisions des trafiquants, tel ce Chinois qui achète à bas prix, sur un marché installé en plein air dans la ville voisine, du minerai pour l'exporter en fraude.

Le capital, quant à lui, est représenté par le grand patron Paul Fortin, l'envoyé du gouvernement chinois M. Min, et l'industriel belge Georges Fourest. Le premier est un Canadien appelé par l'Etat pour redresser la Gécamines ; il explique aux ouvriers qu'« il va y avoir une restructuration, parce que l'entreprise ne peut plus être la mère, le père, la sœur, le frère de tout le monde ». Il négocie avec M. Min, qui prend possession du gisement pour les années à venir, contre la promesse de création d'universités, de routes, d'hôpitaux... Georges Fourest est un Belge issu d'une famille d'industriels installée au Katanga depuis les années 1930, et qui cherche à tirer son épingle du jeu avec sa propre entreprise minière ; il convie des investisseurs canadiens à constater le bien-fondé de leurs placements.

Le politique, c'est le personnage complexe Moïse Katumbi, le gouverneur de la province de Katanga. Cet homme d'affaires récemment enrichi est aussi un populiste. « Papa Moïse » se rend dans les usines, intervient lorsqu'il constate que les fondeurs sont pieds nus ou en sandales, menace le patron chinois de fermer l'entreprise si à son retour les règles de sécurité ne sont pas observées ; distribue aux creuseurs clandestins quelques billets de banque, tout en leur promettant qu'ils ne seront pas expulsés – « Vous leur direz : expulsez d'abord le gouverneur », lance-t-il avant de rentrer chez lui : il n'assistera pas, le lendemain, à l'assaut de la police qui rend vaines ses paroles.

Des assauts de la police, on en verra d'autres, qui tirent à balles réelles contre des manifestants poussés par le désespoir, après avoir perdu leurs moyens de vivre.

A la fin du film, une voix off indique que les cours du cuivre et du cobalt se sont effondrés depuis l'époque du tournage. Et que les Chinois se sont retirés, oubliant leurs promesses...

Le film n'est sorti en avril en France qu'en deux copies, dont une projetée à Paris. Il n'est plus diffusé actuellement (fin juillet). En RDC, en juillet, les projections du film ont donné lieu à divers incidents, notamment à Kisangani où une séance a été interrompue et une autre annulée par la direction de l'université. Et où Thierry Michel a été brièvement arrêté pour être entendu par l'Agence nationale des renseignements (ANR).

F. M.

LISTE DES DOCUMENTS, JOURNAUX , BROCHURES ET LIVRES DISPONIBLES À ÉCHANGES

Ces matériaux sont envoyés contre remboursement des frais postaux. Pour éviter des frais inutiles aux uns et aux autres, il suffit de joindre à la demande si possible des timbres ou des vignettes : 0,73 euro pour un exemplaire, 0, 89 euros pour deux, 1,67 euro jusqu'à cinq . Au delà et pour les livres , demander au préalable le montant des frais postaux. Etant donné le nombre limité de certains documents, les premières demandes seront honorées dans leur ordre d'arrivée et les timbres inutilisés seront restitués. Si la publication n'est pas en français, mention est faite, entre parenthèses par une initiale, de la langue utilisée dans la publication

A

A corps perdu n° 1 (2008)
A contre courant nos 173,174 et 177 (2003), 190 (2007), 191 à 196, 199 et 200 (2008), 201 à 203 (2009)
Agrapresse n° 3145 (2008)
Alternative économique n° 274 (2008)
Alternative libertaire, nos 132 (2004), 155 et 156 (2006), 164 et 166 (2007), 169, 172, 173,174 et 176 (2009)
Alternative-Press Index, 8 (A).
Anarchosyndicalisme (CNT Midi-Pyrénées), nos 101, 102, 103 (2007), 107 et 108 (2008) 110,111 et 112 (2009)
Assaut de la pyramide sociale (A l') , livre de Vance Packard (1964) (F)
Asymétrie, nos 3 (2006), 5 (2007) et 6 (2008) (F).

B

Balance n° 31 (2008) (E)
Barricata nos 17 et 18 (2008) ; aussi une brochure sur Oaxaca (2008)
Basse Intensité –Radio Galère – Recueil de textes (2009) et six CD distincts sur les émissions
Bilan et Perspectives n° 8 (2008)
Bordigula n° 5, mai 2004 (F)
Bulletin des compagnons de nulle part nos 4 (2007), et 6 (2009)
Bulletin contre-info en Cévennes nos 5 et 6 (2008) et 9 (2009)
Bulletin Ouvrier nos 1, 2,3 (2005)

C

Cette semaine,nos 95, 96, 97 (2008).
Choisir la distribution, CD sur l'abondancisme (Prosper)
Collectif nos 24 (1994), 87 (2004), 97 (2006) et 99 (2007)
Collective Barricade diverses brochures (A)
Combat laïque n° 21, (2007)
Combat syndicaliste (Le), CNT Midi-Pyrénées, nos 87 (2004), 97 (2006), 99 (2007).
Communicating Vessels, nos 18 (été 2007) et 20 (2008) (A).
Communismo n° 57 (2008) (E).
Coquelicot (Le), nos 44 (avril 2005) à 47 (2005-2006).
Correspondance économique n° 1550 (2008)
CQFD, nos de 63 à 68 (2009) ; numéro spécial sur Oaxaca

D

Dans le Monde une classe en lutte (plusieurs collections de numéros dépareillés touchant

les 15 années de cette publication pouvant être complétées par des photocopies)
Débattre n° 18 (2005)
Défi américain (Le), livre de J.J.Servan-Schreiber, (1967) (F)
De guerre lasse, numéro spécial de Libération sur la guerre de 14-18 (2008)
De la suite dans les idées (mars 2009)
Direct Action (AIT), traduction française de différents articles (2002).

E

Ecole de Paris (Les amis de l') nos 5 et 7 (2006)
Economie solidaire et coopérative n° 8 (hiver 2008-2009)-
Elite du pouvoir (L') livre de C. Wright Mills (1969) (F)
Equinoxe de printemps n° 4 (2009) « J'étais, je suis, je serai »
Espoir nos 1 et 2 (2005)

F

Forge (La), nos 481 à 491 (2008) et 492 à 496 (2009)

G

Gazette de la société et des techniques, nos 42 à 44 (2007) ,45 à 49 (2008), 50 (2009)

H

Habitants de la lune (Les) nos 1, 2,3 (2008-2009)
Haute tension (collectif antinucléaire), n° 2 (2008).
Hobnail Review n° 5, 9 ,10 et 13 (2007) et 14, 15, 16 (2008) (A)
Human activity against Labour , CD pour l'International Working Day (en anglais)

I

Incendies – compile classe contre classe (CD)
Incendo n° 2 (2008)
Industrial Worker n° 1702 (2007) (A)
Informations Correspondance Ouvrières (ICO) numéros disparates des années 1970.
[Rappelons que pour 5 euros on peut obtenir un CD de l'ensemble des publications d'ILO-ICO]
Insurrection hongroise : 1956, Anthology , un CD en anglais
Intervention Communiste nos 83 (2007), 85 à 88 (2008), 90 et 91 (2009)

J

Jakilea/Le Témoin, nos 84 (2007)., 86 à 89 (2008), 90 et 91 (2009)

K

KTA, Maloka 2007-2008

L

Lettre de liaison du Garas (La), nos 21 et 22 (2008)
Liquidation totale – Prise de tête – dossier 2008
Lutte de classe nos 27 (1995) et 29 (1998)

M

Maloka, catalogues de disques et publications d'un collectif dijonnais (juin 2006 [« Sleep well now], octobre 2007).
Maman Jones livre autobiographie (1952) (F)
Mauvaises intentions (mai 2008)
Monde Libertaire n° 1514 (2008) et hors série n° 34 (2008)
Mouvement Communiste, n° 7 (1997). La lettre du Mouvement Communiste nos 1 et 3 (2002) et 20,21 (2006)

N

N'autre école (CNT-Education), n° 17 (2008).
News Infos hard and blues, bulletin nexialiste 1 et 2 (2008), 7,8 et 9 (2009). Plusieurs CD musicaux de ce groupe.

Nouveau nouveau monde (Le), livre de Claude Julien, tomes 1 et 2 (1960) (F)
Nutcase, welcome to humanity , un CD en anglais

O

One Thousand Emotions : catalogue 2006, « Big Easy, Small Window » (sur Katrina à la Nouvelle-Orléans) (mars 2006) (A).
Out of the wide n° 1, été 2008 (A)
Ordinaire est extra (L') dossier autogestion, Les Temps maudits (2008)

P

Partisan, divers numéros de 2007 à 2009
People (The), numéros divers de 1990 à 2007(A).
Pensée sauvage (La) catalogue 2008
Peur doit changer de camp (La). Les révoltés du Bounty (1994)
Politica Operaia nos 113 à 120 (2008-2009) (portugais)
Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux Etats-Unis ? livre , sélection d'articles en français et en anglais

Q

Quelles luttes antifascistes ? éd. La Niche, 2002.

R

Red Collective (2006) (A)
Regroupement communiste, nos 201, 25, 26 (2008).
Réseau Info Santé nos 7 et 9 (1985).
Révolution népalaise (La) recueil de textes tendance maoïste (2008) (F)
Révolution qui vient (La), anarcho-syndicaliste (2000)
Revolution Times, n° 10 (1999) (All).

S

Socialist Worker, organe du Socialist Worker Party, numéros de 2008-2009 (A)
Solidaire, organe du parti du travail belge, numéros de 2008-2009 (F)
Solidarité nos 31 à 35 (2008-2009)
Sortir de l'économie n° 1 (2007)
Sortir du nucléaire, nos 32, 33 (2006) et 42 (2009)
Stupid White Men, livre de Michael Moore (2001) (A)
Subversion n° 19 (A)
Sud Education nos 20 (2006), 21, 25 (2007), 26 (2008)
Syndicat Intercorporatif Anarcho syndicalsite de Caen (sur la subversion)
Système totalitaire (Le), livre d'Hannah Arendt (F)

T

Ta paidia tis galerias, bulletin du groupe grec TPTG, n° 12-13 (2007) (Grec).
Terrenoire, catalogue n° 1 (2007).

U

Un peu de l'âme des mineurs du Yorkshire, livre de John et Jerry Dennis (2004) (F)

BROCHURES DISPONIBLES

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921,
Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006,
Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internatinale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial
(mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classse ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2.50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Mais alors, et comment ? Réflexions sur une société socialiste (1,50 euro)

DANS LE MONDE UNE CLASSE EN LUTTE

Echanges et mouvement édite depuis 1993 le bulletin gratuit *Dans le monde une classe en lutte* (*DLM*), recension irrégulière des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euros.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.
La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net